NUMERO 612 PRIX : 5 F AVRIL 1975

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

RÉFORME ET RÉVOLUTION

La lettre que notre ami Louzon a adressée aux convives du cinquantenaire de la « R.P. » et dans laquelle il met l'accent sur la révolution m'a inspiré ces quelques réflexions.

En 1900, Rosa Luxemburg avait publié un livre qu'elle avait intitulé « Réforme ou révolution ». Le « ou », situé entre réforme et révolution, laissait supposer qu'il fallait faire un choix entre les deux : l'un ou l'autre. Or dans la préface de ce livre, elle dit le contraire :

« Le titre donné à cet ouvrage peut surprendre au premier abord, écrit-elle. La social-démocratie peut-elle être contre les réformes ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, la transformation de l'ordre existant, qui constitue son but final, aux réformes sociales ? Assurément non. La lutte quotidienne pour les réformes, pour l'amélioration de la situation du peuple travailleur dans le cadre même du régime existant, pour les institutions démocratiques, constitue, même pour la social-démocratie, le seul moyen d'engager la lutte de classe prolétarienne et de travailler dans le sens du but final, c'est-à-dire pour la conquête du pouvoir politique et la suppression du salariat. Entre les réformes sociales et la révolution, il existe pour la social-démocratie un lien indissoluble, la lutte pour les réformes étant pour elle le moyen, mais la révolution sociale le but. » (1)

par Pierre RIMBERT

Il me paraît inconcevable, et je ne crois pas qu'il existe d'exemple dans l'histoire, qu'il puisse y avoir une révolution sans qu'il y ait eu au préalable des réformes qui l'ont préparée et amorcée. Marx a dit à peu près ceci : un régime ne disparaît pas avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités de vie et un nouveau régime ne peut pas le remplacer s'il n'a pas commencé à se développer dans son sein. Or cela n'est possible que par des réformes dont l'objet est de faire reculer le vieux régime et de créer les conditions du nouveau. Donc réforme et révolution se complètent.

(1) Rosa Luxemburg : « Réforme ou révolution », éditions sociales, 1932.

DANS CE NUMERO

Seulement il y a réforme et réforme. Il y a les réformes dont l'objet est d'améliorer les conditions de vie et de travail à l'intérieur du système et celles qui tendent à changer le système. Autrement dit, pour que réforme et révolution se complètent, il faut que les réformes aillent dans le sens de la transformation sociale qui est le but à atteindre. Il faut donc que ce soient des réformes de structure qui contribuent à cette transformation sociale. Or la transformation sociale que nous voulons faire est l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Comme dans la société moderne, l'exploitation de l'homme par l'homme se fait par le travail salarié, il faut abolir le salariat. Ce qui implique l'abolition de la propriété capitaliste, puisque celle-ci repose sur le travail salarié.

C'est pourquoi toute réforme qui fait reculer la propriété et le pouvoir capitaliste est un acte révolutionnaire qui amorce la révolution sociale en tant que transformation de la société. Tel est le cas des nationalisations ou municipalisations, des coopératives, qui enlèvent aux capitalistes la propriété des moyens de production et d'échange et créent les conditions de l'association des travailleurs. Tel est aussi le cas des comités d'entreprise, de la cogestion et de l'autogestion, toutes réformes qui font reculer le pouvoir capitaliste dans l'entreprise au profit des travailleurs. Tel est enfin le cas de réformes comme la sécurité sociale, les retraites qui constituent une ébauche d'un système de répartition basé sur les besoins. C'est dans le même sens que va la gratuité de l'enseignement.

C'est pour ce genre de réformes qu'il faut lutter, car elles préparent et amorcent la transformation sociale en vue de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Alors que la lutte pour l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail et l'amélioration des conditions de travail ne sont que des mesures contre les effets et non contre la cause de l'exploitation. C'est pourquoi, malgré les résultats obtenus par cette lutte, il faut sans cesse recommencer. Certes, cette lutte est nécessaire, sinon les travailleurs seraient écrasés sous la misère et des conditions de travail draconiennes. Elle est nécessaire aussi parce que c'est à travers cette lutte que les travailleurs finissent par prendre conscience de la nécessité de la transformation sociale. Notre rôle consiste à les aider à acquérir cette conscience.

C'est pourquoi, je considère qu'il faut expliquer aux travailleurs que les comités d'entreprise sont des organes de gestion dans lesquels ils doivent contrôler la gestion capitaliste et ne pas hésiter à la contrer si elle est contraire aux intérêts des travailleurs. C'est pourquoi la lutte pour l'élargissement des pouvoirs des comités d'entreprise, jusque et y compris leur transformation en organe de gestion de l'entreprise remplaçant le conseil d'administration, me paraît une perspective révolutionnaire. C'est pourquoi la cogestion en Allemagne, qui crée la gestion paritaire des entreprises, me paraît une action révolutionnaire autrement plus efficace que les bavardages sur la révolution, qui oublient que celle-ci ne peut avoir lieu que si elle a été préparée et amorcée par des réformes de structure affaiblissant le pouvoir capitaliste et amorçant le pouvoir des travailleurs.

Cela d'autant plus qu'il ne faut pas confondre la révolution en tant que transformation sociale et la révolution en tant que manière de faire cette transformation. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'y a révolution que s'il y a insurrection. Si bien qu'ils sont émerveillés par ce qui s'est passé à Cuba et méprisent totalement ce qui s'est passé en Suède. Obnibulés par la lutte armée, ils ne s'aperçoivent même pas que la révolution cubaine, et toutes celles du même genre y compris celle de 1917 en Russie, n'est qu'une révolution bourgeoise en retard dont l'objet n'est pas de construire le socialisme mais de transformer une économie agraire en économie industrielle, c'est-à-dire de faire ce que le capitalisme a fait en Europe occidentale. Alors que ce qui se passe en Suède tend précisément à transformer le capitalisme en socialisme, par des réformes structurelles.

Dans sa lettre, Louzon dit que « les périodes de lente évolution sont la règle, celles de révolution l'exception ». Il ne peut pas en être autrement puisque les révolutions ne sont que l'achèvement de l'évolution réformatrice. Sans cette évolution réformatrice, il n'y a pas de révolution possible car on ne peut pas transformer un régime qui n'a pas été préalablement affaibli par une évolution réformatrice. Mais il n'y a aucune raison de principe pour que cet achèvement prenne la forme insurrectionnelle. Cela dépend des circonstances historiques et de l'attitude de l'adversaire. La forme insurrectionnelle peut s'avérer nécessaire, mais il serait absurde d'exclure la possibilité de transformation sociale par la voie de réformes de plus en plus radicales réalisées sans violence ni insurrection.

En règle générale, je dirais que la forme pacifique de la transformation sociale est possible dans les pays hautement développés où les travailleurs sont la majorité de la population et où il y a la démocratie politique qui leur permet de s'organiser. Par contre, la forme violente et même insurrectionnelle me paraît presque inévitable dans les pays retardataires où il n'y a pas de démocratie politique et où bien souvent les travailleurs ne sont pas la majorité de la population. Cependant, même dans ces pays, il ne faut pas exclure la forme pacifique, car la dictature peut s'effondrer comme nous le montre les cas récents de la Grèce et du Portugal.

De ce qui précède, si on me demandait comment, aujourd'hui, en France — comme dans tous les pays hautement développés et démocratiques — peut-on opérer la transformation sociale ? Je répondrais : en transformant la propriété capitaliste en propriété publique et en faisant des comités d'entreprise les organes de gestion des entreprises. Puis en organisant la production et la distribution par une fédération des comités d'entreprise, des comités universitaires et des comités de consommateurs. Et une fois cette fédération debout, le pouvoir politique incarné par l'Etat et ses institutions n'aura plus sa raison d'être.

Pierre RIMBERT.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

RENAULT

Un exemple. Mais quel exemple ?

Les mouvements qui ont agité la Régie Nationale des Usines Renault pendant tout le mois de mars n'ont pas encore eu leur dénouement quand nous écrivons ces lignes. Sont-ils en train de pourrir et de trouver une mauvaise fin, ou bien peuvent-ils encore rebondir et s'élargir ? Ces questions auront peut-être une réponse avant que ce numéro de « la R.P. » soit bouclé. Auquel cas nous en donnerions un dernier commentaire.

Jusqu'à présent, les dirigeants du conflit du côté ouvrier n'ont pas réussi à entraîner, derrière les O.S. du Mans, les autres usines de l'empire Renault, moins encore l'ensemble de la métallurgie. Le patronat de cette industrie a pu dire, après la journée « d'action » du 3 avril, lancée par la seule C.G.T., que ce mouvement était passé « inaperçu ». Aucun art dans la rédaction d'un communiqué ne pourra faire prendre cette « Journée » pour un appui sérieux aux O.S. de l'usine du Mans.

Il est indéniable que ceux-ci ont fait preuve d'une réelle combativité, qu'ils ont refusé de s'avouer vaincus. On a pu croire un moment qu'ils reconnaîtraient leur défaite. La direction Renault l'a cru en tout cas. Ce fut après le vote du 26 mars. Ce jour-là, les travailleurs du Mans, consultés à bulletins secrets, décidaient à une très forte majorité de reprendre le travail aux cadences normales, c'est-à-dire d'interrompre la grève dite « de coulage ». Ils n'avaient encore atteint aucun de leurs objectifs. La direction Renault s'est trompée sur leur résolution. Le secrétaire général de la direction, M. Ouin (on n'inventerait pas un tel nom pour une telle fonction !) a montré encore une fois son visage avenant sur le petit écran ; ce fut pour déclarer que, si le travail était normalement repris au Mans, les négociations commenceraient, mais seulement sur la question des classifications, c'est-à-dire sur le sujet qui était prévu pour le 18 mars, sans qu'il puisse être question d'autre chose. Il voulait ainsi célébrer sa victoire.

Il n'en fallut pas davantage pour que le conflit rebondisse. Les O.S. du Mans n'acceptèrent pas cette interprétation qui enregistrait leur défaite. Depuis, la bataille a repris, assez confuse : « la grève perlée » au Mans recommençait, puis s'arrêtait, puis reprenait, tandis que la direction Renault faisait traîner les pourparlers comme à plaisir. Dans ces conditions, disons-le tout net : ou bien les organisations syndicales qui ont pris la responsabilité de ce mouvement réussiront à l'élargir, dans la métallurgie et dans d'autres secteurs déterminants, pour en faire une bataille générale contre la politique « sociale » du gouvernement ; ou bien le mouvement, spontané ou non, des O.S. du Mans risque fort de s'enliser, de se terminer par un échec (ou un semi-échec). C'en serait un aussi pour les travailleurs de la Régie et, puisque Renault est un phare, pour toute la classe ouvrière de ce pays.

Les directions syndicales « responsables » de la conduite de cette bataille ont-elles les moyens, dans le climat économique actuel et avec une « radicalisation » présumée de la classe ouvrière, de réaliser leurs intentions déclarées ? La prolongation du conflit Renault, entretenue par la direction de la Régie, provoque déjà des tiraillements, des désaccords exprimés entre les dirigeants de la C.F.D.T. et ceux de la C.G.T. On a pu constater aussi que l'accord n'était pas complet entre les syndicats du Mans et les dirigeants fédéraux et confédéraux de la C.G.T. Ces derniers avaient été jusqu'ici de bons « interlocuteurs valables » des chefs de la Régie Nationale, désignés comme l'on sait par le gouvernement

Ces grands patrons du secteur nationalisé n'ont pas manqué par « la mise en chômage technique » de faire porter le poids de la grève à des dizaines de milliers de travailleurs qui n'y étaient pas directement associés. Etait-ce seulement une nécessité « technique » ? La non-intervention du gouvernement n'est qu'apparente et feinte. Il ne lui est pas interdit d'avoir, lui aussi, une stratégie et une tactique. La résistance patronale chez Renault a, pour lui aussi, valeur d'exemple. Pour les syndicats et pour les travailleurs, ce mouvement, s'il devait mal se terminer, devra-t-il servir d'exemple de ce qu'il ne faut pas faire ?

Ici, notre première réaction est toujours la solidarité avec les travailleurs en lutte contre le patronat qu'il appartienne au secteur privé ou au secteur nationalisé. Mais cela ne veut pas dire que nous considérions toutes les grèves, quelles que soient leur forme et les conditions où elles se prolongent, comme autant d'événements heureux qu'il faut « utiliser » comme le pensent et le disent certains « gauchistes », ou qu'il faut savoir contrôler et introduire de gré ou de force dans une stratégie incertaine, comme le fait le parti communiste et, par conséquent la direction de la C.G.T.

COURBE EN V OU COURBE EN U

On m'excusera de reprendre ici une formule de la correspondante à New York du journal « Le Monde » (Le Monde de l'Economie - 25 mars 1975). Elle m'a paru d'une compréhension simple et pourtant très explicative de la situation économique actuelle, de la crise (personne ne se défend plus maintenant d'employer ce mot, parce qu'il n'y en a sans doute plus d'autres à employer) et de l'art et la manière d'en sortir.

L'évolution en V décrit d'abord la baisse générale et rapide de la production (avec l'augmentation consécutive du chômage), puis, à la faveur d'une relance, l'arrêt brusque de cette chute et le relèvement figuré par la deuxième branche du V (avec hélas ! la reprise consécutive de l'inflation). Il est des hommes du grand capitalisme pour préconiser cette évolution parce qu'ils se voient sur la pente descendante, sur la première branche du V, et qu'ils demandent à l'Etat, vers lequel ces « libéraux » se tournent toujours quand ça va mal, les mesures nécessaires pour le freinage et l'arrêt, puis pour la

croissance retrouvée. On s'arrangera ensuite avec l'inflation, juché sur les bonnes épaules des salariés, tout comme on s'y était accroupi au cours de la descente.

La courbe en U décrit une autre évolution possible. Elle a un fond plus ou moins arrondi, ou même plat, qui marque le « refroidissement », une stagnation plus ou moins longue, avant que la remontée s'amorce, si elle s'amorce. Ce fond de la courbe peut s'élargir (c'est-à-dire la stagnation vaseuse peut durer) jusqu'à lui donner la forme d'une cuvette ! Dans toute cette phase, il y a un certain chômage en même temps qu'une certaine inflation, ce que le gouvernement appelle « un taux tolérable » de l'un et de l'autre. C'est sans doute cette courbe-là qui traduirait le mieux la situation actuelle en France. Nous sommes dans le fond du U.

J'ai dit que des grands capitaines du secteur industriel privé penchaient plutôt vers la courbe en V, c'est-à-dire pour la relance rapide. C'est le cas de M. Jacques Ferry. Ce Monsieur n'est pas n'importe qui. C'est le président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française et de l'Institut international de l'acier, le vice-président du C.N.P.F. Monsieur Jacques Ferry a déclaré, le 25 mars, à l'Agence France-Presse, que la sidérurgie française était entrée *« dans une période de crise manifeste »*. Il a ajouté que *« les informations les plus récentes ne font apparaître aucune amélioration de la situation... »* Aussi M. Ferry demande-t-il à la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'acier) l'application des clauses de sauvegarde prévues au traité de 1953. C'est la première fois depuis la signature du traité qu'on invoque ces clauses protectionnistes de la sidérurgie européenne.

Mais les salariés de MM. Ferry et consorts, qu'est-ce que ça signifie, pour eux la crise de la sidérurgie et le fond de la courbe en U ? Ça veut dire quelque vingt-cinq mille chômeurs partiels pour la Lorraine seulement, un quart au moins de l'effectif employé hier à plein temps, au-delà des quarante heures par semaine. Tous les ouvriers d'Usinor, Sacilor et autres groupes où règnent M. Ferry et autre De Wendel, auront cette année leurs vacances de Pâques, des vacances non revendiquées, tandis que la production de leurs grosses boîtes a chuté de plus de 30 %. Pour le moment, ces vacances sont partiellement payées, mais la menace des licenciements pèse lourd. *« On rentre la tête dans les épaules »* a dit un ouvrier.

Nous n'oublions pas que la formule imagée dont je me suis servi au début de cette note venait d'une étude sur la situation aux Etats-Unis. C'est l'économie dirigeante. M. Giscard a dit que la crise était mondiale, comme pour s'excuser de son impuissance à la surmonter en France. Toute son équipe répète à l'envi qu'il faut augmenter les exportations. Mais pour que la France exporte plus, il faut que les autres pays importent davantage. Oui... mais s'ils sont eux aussi dans la crise ? Reste la ressource d'exporter des armements dans les pays riches de pétrole et, par conséquent, de pétro-dollars. En somme, les consommateurs et contribuables français donnent à ces pays (ou plutôt à leurs maîtres qui s'aiment entre eux quand ils ne s'assassinent pas) les moyens de payer les super-armements. Faudra-t-il, pour que nous cessions de stagner dans le fond de la courbe du U, que la fraction de pointe de la main-d'œuvre française soit tout entière employée à la fabrication des armes ? J.K. Galbraith, dans un livre dont nous avons déjà parlé (« la science économique et l'intérêt général ») montre les effets négatifs, notamment l'effet inflationniste, sur l'économie, de cette concentration du capital et de la main-d'œuvre dans une industrie qui ne sert à rien.

Cela est vrai aussi pour les Etats-Unis. L'article du « Monde » où nous avons pris notre formule initiale nous dit que quelques signes indicateurs feraient peut-être croire à une amorce de la branche ascendante de la courbe en U. C'est ainsi que Ford aurait rappelé 2.000 ouvriers, que la General Motors en réembaucherait 6.800 ce mois-ci. Le chômage est encore estimé à plus de 8 % de la population active. C'est beaucoup ; apparemment le double du pourcentage français, mais les statistiques ne sont pas comparables puisque aux U.S.A. on compte le nombre total de demandes d'emploi non satisfaites, y compris celles des jeunes quittant l'école, ce qu'on ne fait pas en France (pour qu'une statistique ne soit pas une des formes les plus pernicieuses du mensonge, il faut voir comment elle est fabriquée, « faire un tour à la cuisine » comme disait l'un de mes maîtres).

Aux U.S.A. aussi, on espère officiellement que le taux d'inflation sera nettement réduit cette année, mais attention au retour de flamme quand remontera la courbe en U ! Comment les chômeurs sont-ils « protégés » dans ce pays ? Dans les meilleurs cas, ils perçoivent des allocations de chômage pendant un an auxquelles s'ajoute une contribution syndicale qui permet souvent aux travailleurs d'attendre la réembauche. Mais après la période d'allocation (au maximum un an) les chômeurs ne sont plus que des « assistés » qui reçoivent des villes un secours variable. Or, nous lisons que, ce mois-ci, à New-York, quarante mille ouvriers du bâtiment auront épuisé leur allocation-chômage. La crise est mondiale aussi pour les travailleurs. Travailleurs de tous les pays, unissez-vous contre la crise, pour la défense de votre pouvoir d'achat et, avant tout, pour l'emploi bien compris de toute la force de travail ! Unissez-vous quel que soit le pays où elle est exploitée, unissez-vous contre les sociétés multinationales qui ont surmonté à leur profit l'anachronisme des frontières ! Voilà un mot d'ordre pour le Premier Mai 1975.

DE NOUVEAUX « LIP » EN BELGIQUE ET EN ALLEMAGNE

C'est contre une des géantes multinationales que se sont dressés cinq cent quatre-vingt-neuf travailleurs verriers de Gilly-les-Charleroi, au cœur d'une Wallonie traditionnellement verrière.

L'usine Glaverbel n'est qu'une filiale du groupe B.S.N.-Gervais-Danone qui emploie soixante-treize mille travailleurs dans le monde. Son P.D.G. est le bien connu Antoine Riboud qui joue parfois le patron social. Il fait un peu de tout, du verre jusqu'au yaourt et les emballages adéquats. On le retrouve aussi à la tête des Eaux d'Evian « si douces, si pures ». B.S.N. (Boussois, Souchon, Neveusel), c'est le verre à vitre, le verre plat. Le groupe, « le holding » de M. Riboud est un exemple des pratiques nouvelles du capital financier sans frontières : on a connu d'abord l'intégration verticale qui fait fusionner des entreprises fabriquant le même pro-

duit, puis l'intégration horizontale associant toutes les transformations industrielles de la matière première au produit fini. Maintenant, on mêle le verre à vitre et l'alimentation ! On fait du bon argent de tout. On arrête dans un coin quand la fabrication devient moins « rentable ».

C'est ce que le groupe B.S.N. a voulu faire en annonçant la fermeture de l'usine Glaverbel et, par conséquent, le licenciement des cinq cent quatre-vingt-neuf salariés. On prétendait à cela après avoir fait pourtant, il y a peu de temps, des investissements somptuaires. Les ouvriers n'ont pas accepté cette « solution ». Ils ont occupé l'usine ; ils s'y sont installés « comme chez eux », comme chez LIP, ils ont vendu « sauvagement » des panneaux de verre du stock. Ils sont venus manifester à Paris devant le siège de B.S.N. La population de la région de Charleroi, les élus locaux, la presse, les ont soutenus parce qu'ils savaient batailler. Des foules ont défilé pour eux jusque dans les environs de Liège où se poursuit un autre conflit : celui des cristalleries du Val-Saint-Lambert.

Ces verriers qui ne voulaient pas mourir, qui ne voulaient pas que meure leur usine, ont à leur tête un comité de grève et un autre Piaget, le camarade Henry, responsable syndical. Piaget est d'ailleurs venu de Besançon pour saluer et encourager les combattants de Glaverbel. Eh bien ! ils ont gagné : l'entreprise est maintenue et reconvertie pour une autre activité de transformation du verre. Conscients de leur force, les travailleurs de Glaverbel revendiquent maintenant « un contrôle ouvrier socialiste » effectué par des délégués élus et révocables par l'assemblée des travailleurs, un contrôle sur le programme de conversion, sur le reclassement des ouvriers, sur les cadences, sur les coûts et sur les prix ! Ils continuent le combat.

Un autre LIP, c'est la cimenterie Seibel, près de Dortmund, en Rhénanie du Nord, Wesphalie. L'usine est la principale entreprise de la petite ville d'Erwite. L'affaire a commencé en décembre dernier : mise en chômage partiel, puis licenciements auxquels répond une grève soutenue par la puissante fédération syndicale I.G. Chemie. Il faut dire que le personnel de l'usine est syndiqué à 100 %.

Le patron réplique par le licenciement total. Mais, événement extraordinaire en Allemagne, les ouvriers occupent la cimenterie ; le comité d'entreprise examine les comptes et les juge moins catastrophiques que ne le prétend le patron. Toutefois, les ouvriers n'envisagent pas de se lancer dans la production.

La population de la petite ville qui connaît déjà 6 % de chômeurs, manifeste de toutes les façons sa solidarité avec les grévistes occupants de la cimenterie. Cette solidarité se développe et va loin : jusqu'au Bundestag (comme l'Assemblée Nationale française) et l'on est à quelques semaines des élections dans le Land. Le gouvernement de Rhénanie du Nord - Westphalie a désigné un médiateur. L'affaire de la cimenterie d'Erwite, grâce à ses travailleurs qui défendent leur emploi et l'économie régionale, a maintenant un retentissement national.

COOPERATIVE OUVRIERE MANUEST, EN AVANT !

Nous avons déjà parlé ici même de l'entreprise Manuest, à Châtenois dans les Vosges. Nous avons dit qu'après la liquidation de l'entreprise, à la fin d'octobre 1974, les salariés avaient occupé l'usine et entamé une « production sauvage ». Il s'agit d'une fabrique de meubles.

Après des atermoiements, le tribunal a autorisé la solution de la coopérative ouvrière de production. La première machine à débiter les panneaux s'est mise en marche le 24 mars.

D'une façon assez inattendue, une petite controverse s'est amorcée, à la fin de notre repas du cinquantième anniversaire de cette Revue, sur cette question de la coopérative ouvrière Manuest. Je ne l'ai pas très bien comprise. Elle prouve en tout cas que, même après avoir bien mangé, nous n'oublions pas les problèmes ouvriers. Les camarades qui ne s'accordaient pas s'expliqueront peut-être mieux ici.

Sur les cinq cent soixante-dix salariés, au moment de la liquidation de l'entreprise patronale, trois cents environ restaient demandeurs d'emploi. Où sont les autres ? C'étaient surtout des immigrés qui ont, paraît-il, abandonné la région. La direction de la nouvelle coopérative a établi un plan de réembauche progressif ; comme chez LIP. Elle l'a fait avec consultation de « la base » (tant bien que mal). Les premières embauches ont été faites en tenant compte, disent les directeurs, à la fois des « contraintes de l'entreprise » et de la « volonté de reprendre une personne au moins par famille ».

Mais qui sont ces directeurs ? Ce sont MM. Laurent et Lafry qui ont été désignés par la Fédération des Coopératives Ouvrières de Production. Ils sont assistés de sept personnes, presque toutes responsables syndicaux. Ils ont été choisis parmi trente travailleurs à la tête du mouvement. Une régularisation par élection est prévue.

Chaque travailleur embauché devient sociétaire de la coopérative. Son apport est constitué par l'indemnité de licenciement due par l'ancienne société et par un versement de 5 % qu'il consentira sur son salaire. La hiérarchie des salaires, qui était de 1 à 10 a été ramenée de 1 à 5 (1.400 F à 7.000 F). C'est un premier pas (il faudrait hausser ce salaire de base).

La nouvelle coopérative de production, qui sera assez largement déficitaire cette année, prévoit d'être bénéficiaire dès 1976. Souhaitons-le pour elle, pour les travailleurs de Châtenois et pour toutes les nouvelles expériences d'autogestion ouvrière.

DE CANJUERS AU LARZAC

Il n'y a pas qu'au Larzac que les militaires disputent la terre et le ciel aux bergers. Dans le Haut-Var, ils occupent le Plan de Canjuers sur 36.000 hectares après avoir déplacé tout un village. Ils vont plus loin : ils prétendent qu'une aire de vol à voile située à Fayence n'est pas à l'abri de leurs tirs au canon. Ils ont prétendu déplacer ce camp de vol à voile. Il s'agit d'un camp connu et utilisé internationalement. En toutes saisons, les planeurs silencieux et élégants occupent un espace aérien dont les vents et les courants sont propices à ce beau sport pacifique.

La résistance aux prétentions des militaires s'est aussitôt organisée. Elle n'a rien d'antimilitariste. Elle a de bonnes raisons économiques pour ce beau pays de Fayence ; elle défend aussi la libre disposition de la terre et du ciel.

Et les militaires, à quoi servent-ils ici, après avoir

accaparé, sans utilité pour personne, un vaste territoire très proche d'un des sites les plus beaux de France, les Gorges du Verdon ?

Faut-il une France militarisée ou une France civilisée ?

Notre ami Faucier a découpé à mon intention un article du « Monde » (25 mars) paru, comme libre opinion, sous ce titre de « Une France civilisée ». Je l'avais déjà remarqué et mis à part. D'autres camarades ont sans doute fait comme moi. Son auteur est un inconnu, au moins pour moi. Il s'appelle S.C. Kolm et ses titres sont ceux d'un grand universitaire. Je n'ai jamais lu une thèse plus pertinente en faveur du désarmement de la France.

Nous ne pouvons reproduire ici cet article. Les camarades le retrouveront. Donnons seulement cette courte citation pour que l'esprit du texte soit accueilli par tous :

« *Qu'on me permette de faire part de la conviction intime à laquelle je suis arrivé, après avoir accumulé une masse assez substantielle d'informations et de réflexions sur les divers aspects de cette question. C'est celle-ci. Le nombre d'hectares optimal du camp du Larzac, c'est zéro. Le nombre de mois optimal du service militaire, c'est zéro. Le meilleur nombre de Mirages, c'est zéro...* »

MOURIR EN TRAVAILLANT

Nous avons déjà parlé du rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise. Nous en reparlerons certainement plus d'une fois. Aujourd'hui, je suis tombé sur les annexes qui terminent la brochure ; plus particulièrement sur les statistiques concernant les accidents du travail en France.

Il en ressort que le nombre des accidents du travail *graves* est passé de 64.000 en 1954 à 108.000 (je dis : cent huit mille) en 1970. Combien de ces accidents furent mortels ? Il y en eut 1.782 en 1954 et 2.284 en 1970 (soit une moyenne de huit morts par jour de travail). Dans la seule journée du 24 mars dernier, neuf ouvriers ont trouvé la mort dans un chantier des Pyrénées-Orientales, deux autres étaient écrasés à Lyon, un autre à Merlebach.

Ce qu'il faut retenir en premier lieu, c'est que le nombre des accidents du travail est en progression très nette. On peut disserter sur les raisons de cette progression tragique. Il demeure qu'en dépit de toutes les réglementations, de toutes les mesures de protection édictées, de tous les instruments et contrôles de sécurité, on meurt au travail et en raison du travail davantage aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Et pourquoi cela s'arrêterait-il puisque cette augmentation du nombre des victimes du tratravail est continue depuis vingt ans ?

Il doit y avoir sans doute des facteurs du travail, des éléments de la production et des profits qu'on en attend, plus précieux, plus importants, plus urgents que la protection des ouvriers. Ceux-ci ne seraient-ils que « des joints de chair entre les machines » ?

Nous commencerons à reconnaître une utilité quelconque à ces colloques de bonne compagnie, d'où sortent des rapports du genre Sudreau, quand la sinistre courbe des accidents du travail, des morts et des infirmités qui s'ensuivent, commencera à régresser.

R. GUILLORE.

LA CROYANCE CONTRE LA VÉRITÉ

« *Le visage de la vérité est redoutable, le peuple a besoin de mythes, d'illusions, le peuple a besoin d'être trompé...* » C'est ce que dit un personnage de Miguel Unamuno et c'est ce que reprend le savant prix Nobel français de médecine, André Lwoff. Il le fait dans une brillante préface à une réédition du célèbre ouvrage de Julien Benda : « la Trahison des Clercs ». Il écrit aussi dans cette préface : « *Toute nation prétend servir la vérité, la justice et la raison, alors même et d'autant plus qu'elle les bafoue* ».

Nous tenons à citer plus longuement ce qu'il dit d'un épisode tragi-comique du règne de Staline, celui qu'on appela « l'affaire Lyssenko » autour des années 50 et qui devait contribuer à la gloire non seulement du faux savant Lyssenko, mais avant tout à celle du tyran promu à la qualité de philosophe « incomparable » (il l'était en effet) et à une partie aujourd'hui passée sous silence de la notoriété du poète national Louis Aragon, devenu éminent biologiste pour la circonstance.

Voici déjà quelques lignes vengeresses de la préface du vrai savant André Lwoff :

« *En 1935, un ignorant illuminé comme il y en eut tant autrefois dans la sainte Russie, formula de nouveaux principes d'hérédité. Il refusa aux chromosomes et aux gènes un rôle dans l'hérédité et récusa en bloc toute la génétique classique, capitaliste, stérile et dont le but, de surcroît, était d'affamer le peuple... La génétique classique, devenue hérésie, fut condamnée, les livres de génétique furent détruits, les généticiens déportés ou exécutés. L'enseignement de la génétique fut remplacé par une phraséologie mystique... Après quarante ans, devant la pression des réalités agricoles, une révision s'imposait. Discrètement, presque honteusement, la génétique classique, en dépit de ses origines bourgeoises et de son caractère capitaliste, retrouva droit de cité. Les généticiens survivants réintégrèrent leurs laboratoires et eurent le droit d'enseigner la science de l'hérédité. Ceux qui avaient disparu furent réhabilités. Le procès de la génétique bourgeoise avait été mené à grand fracas de déclarations incendiaires. La génétique prolétarienne s'évanouit comme un fantôme...* »

La vague des théories réactionnaires de biologiste stalinien Lyssenko (vrai stalinien, faux biologiste) atteignit le parti communiste français et excita, autour de lui, toute une petite bande d'intellectuels. Il y avait au Comité Central du P.C.F. un biologiste reconnu, Marcel Prenant. Bien évidemment il refusa de cautionner les erreurs de Lyssenko, c'est-à-dire les vérités de Staline. Il perdit ainsi son siège au Comité Central, ce dont il se souciait peu. Mais il commença de se poser des questions raisonnables sur cet univers stalinien où il s'était complu un bon moment. Il fallait bien découvrir un biologiste de remplacement. Ce fut... Louis Aragon. Il prit la responsabilité d'un numéro entier de la revue « Europe » pour exposer longuement et pour « démontrer », avec l'aide de quelques comparses, la « vérité » des nouvelles théories, en réalité abandonnées depuis longtemps par les généticiens sérieux.

Ce numéro de la revue « Europe » n'oserait plus aujourd'hui montrer une de ses pages. Il y a des excrétions que l'on cache. Mais la gloire du poète national Louis Aragon demeure, bien que, dans le parti où il a encore son siège au Comité Central, cette gloire elle-même, commence de se ternir un peu.

LA SITUATION DANS LES P.T.T.

A la suite de la « lettre ouverte au postier » puis-je vous faire part de la situation dans les P.T.T. ?

Tout d'abord il faut noter que le postier moyen est de moins en moins d'origine rurale (21 % seulement) et que 5 régions urbaines recrutent plus de 60 % des effectifs ; dans l'ordre, PARIS, les DOM-TOM, TOULOUSE, BORDEAUX, RENNES.

A cette origine largement citadine correspond une origine de classe sociale déterminée selon le niveau culturel théorique, et la possession des diplômes. L'accès à tel ou tel concours étant tributaire de l'importance de tel ou tel diplôme.

Ce qui a pour résultat de pénaliser le « manque » culturel des uns en donnant une « prime à la promotion » des éléments conformés aux critères de l'éducation nationale. Le métier restant à apprendre après le concours, l'examen sélectionne uniquement un niveau culturel et rien d'autre. Du moins pour les emplois d'exécution n'imposant pas la connaissance d'un technique précise.

La structure sociale des P.T.T. est donc, dès l'origine, copiée sur les échelles économiques et sociales des familles. Une origine modeste, un niveau culturel bas, conduit d'ordinaire à un emploi physiquement astreignant, mal considéré et mal rétribué, souvent dans des conditions de pénibilité dues à l'état rudimentaire de moyens et techniques dépassés.

Si bien qu'un emploi plus fatigant qu'un autre conduira son titulaire à la pratique systématique des « heures supplémentaires », encouragées par l'administration qui « éponge » ainsi des effectifs insuffisants, ou certains patrons qui fournissent « au noir » des emplois temporaires ; ce travail supplémentaire se faisant au mépris des règlements qui interdisent la double fonction, ou étant considéré comme une « faveur » on trouve ainsi un personnel à la fois soumis et exploitable à merci.

Pendant ce temps-là, le postier, ancien élève des écoles secondaires, mieux payé et plus instruit, ayant souvent un travail moins pénible, aura une meilleure vision de ses possibilités et pourra même parfois profiter de ses « temps morts » pour préparer des concours.

Ces disparités indiquent pourquoi 56 % des préposés distributeurs et des manutentionnaires sont sans diplôme, ou avec un simple CEP alors que 71 % des agents de guichets ou du tri ont le BEPC et 26 % le bac. Cela explique aussi pourquoi au-delà de 25 ans, la majorité des postiers ne passent plus de concours. Le BEPC étant le niveau de base de toutes promotions ultérieures, et les examens internes étant passés souvent dans « la foulée » de la scolarité encore proche.

Les enfants des classes moyennes, et les meilleurs élèves des écoles secondaires, passent directement des salles de classes aux bureaux de postes comme employés, alors que les fils d'ouvriers ou de petits paysans transitent souvent par l'entreprise familiale ou par l'artisanat.

La culture bourgeoise distille chez les premiers un solide mépris du travail manuel, et de ceux qui y sont astreints, et leur fait considérer la pratique de certains emplois comme une brimade.

Les autres, qui souvent travaillent depuis un ou deux ans, s'axent surtout sur l'aspect routinier du travail ; et la stabilité de l'emploi dans l'attente d'un hypothétique retour au pays.

Ce qui explique en partie que l'amélioration des conditions d'emploi les plus éprouvantes soit à l'entière bonne volonté des technocrates des P.T.T. : le personnel ayant tendance à se désintéresser du problème soit parce qu'il n'est pas concerné, soit parce que d'autres points lui semblent plus importants parce que plus visibles ;

D'où des tensions à la base pour des points de détails qui détournent l'action revendicatrice de la résolution de problèmes de fond ;

D'où aussi les multiples « trucs » et « combines » pour « refiler » les emplois les plus difficiles ou rebutants aux plus subalternes, aux moins formés, ou aux moins anciens. D'où aussi une certaine tendance à l'expansion bureaucratique car il s'agit de soustraire les « protégés » à des conditions d'emplois que l'on peut tourner dans le détail sans les transformer sur l'ensemble.

Le désir de protection s'accroît donc parmi les postiers subalternes et facilite la constitution de petites clientèles à des potentats postaux locaux jaloux de leurs prérogatives.

A un recrutement qui répercute les injustices de classe est attachée une grille de salaire qui les accroît. Le principe étant que plus un emploi est jugé subalterne, plus le salaire de début est réduit et l'avancement lent. Qu'on en juge : un point d'indice vaut 6,70 F environ.

Un préposé débute à l'indice 173 soit 1.322 F mensuel, un agent d'exécution à l'indice 203 soit 1.465 F, un inspecteur à l'indice 223 soit 1.607 F. En 5 ans le préposé gagne 22 points soit 147,40 F de plus, l'agent 35 points soit 235,50 F de plus, l'inspecteur 104 points soit 696,80 F de plus.

Comme en outre une part des indemnités de résidence et familiale est proportionnelle au salaire, les écarts se creusent rapidement au fur et à mesure du déroulement des carrières.

En outre l'enseignement secondaire français privilégiant l'expression verbale au détriment de l'intelligence tactile (les « primaires » et les « manuels » étant réputés « sous-doués ») les employés, anciens lycéens ou étudiants, sont plus à même de faire valoir leurs problèmes et leurs revendications. Si bien qu'une situation complexe, avec des données contradictoires se trouve résumée aux yeux de l'opinion publique à celle des postiers les plus remuants.

Les mesures administratives étant fonction de « l'impact » des revendications sur l'opinion publique, la plupar des problèmes de fond, hors ceux réglés par des mesures financières forcément transitoires et parcellaires, restent également dans l'état où ils sont ; évoluant au gré des désirs de l'administration des postes et des crédits chichement comptés par le ministère des finances qui exerce une dictature de fait sur les P.T.T.

Comme d'autre part les éléments syndicaux les plus actifs sont largement issus des catégories les plus actives culturellement, le phénomène de ségrégation par le travail aurait, dans ce domaine, plutôt tendance à s'accentuer.

La division syndicale, la coexistence de bureaucraties revendicatrices concurrentes, contribuant à cacher l'ampleur du problème et la réalité du système d'exploitation dont l'aspect proprement postal n'est qu'un élément.

Sous une convergence d'intérêts disparates et temporaires, il peut y avoir éventuellement « unité de base » pour le temps d'une grève, voire coalition épisodique de syndicats d'étiquettes différentes mais, faute d'un examen objectif (et douloureux) des faits les postiers se battront sans cesse pour enfoncer des portes qui ne demandent qu'à céder alors que les bastilles prospèrent partout.

Ce qui contribue à masquer la situation c'est qu'autrefois la poste était l'une des rares administrations à favoriser la promotion sociale de ses éléments les plus modestes, et que beaucoup de dirigeants des P.T.T., vivent sur le souvenir d'une époque révolue. Se trompant, et trompant ainsi de bonne foi parfois le public sur les faits.

Or actuellement 56 % des postiers ont moins de 31 ans et 21 % moins de 25 ans. Au fonctionnaire d'autorité issu du rang a succédé le brillant sujet imbu de son rang et de ses privilèges, tandis que la masse des subalternes végète dans une situation que l'on se refuse à reconnaître pour aussi mauvaise qu'elle est.

Les syndicats ne peuvent et ne veulent reconnaître leur échec relatif, ce qui remettrait en cause les privilèges concédés aux organisations (détachement, matériel, locaux...) ; l'administration craint de ne pas trouver de candidats, déjà peu empressés, le ministère des finances de qui tout dépend réellement, car n'étant qu'un service de l'Etat et non un Etat dans l'Etat (qu'il est réellement) et le ministre des PTT, déjà ravalé au rang de secrétaire d'Etat sont nettement dépassés par l'événement, le gouvernement aussi puisque officiellement tout va de mieux en mieux.

Dans ces conditions il y a dans la poste un « ras-le-bol » endémique et une dégradation constante des conditions d'emploi et de qualité de travail, que ponctuent de loin en loin des grèves qui cristallisent les mécontentements.

Les diktats du ministère des finances empêchent la modernisation de la poste et suppléent aux défaillances techniques et à l'accroissement du trafic postal, par l'embauche massive d'auxiliaires susceptibles d'être révoqués rapidement pour... le cas où...

L'embauche se faisant sur place en province, nombre de personnes trouvent ici un emploi de « complément » (à un autre ou à un travail rural) et refusent même d'envisager une éventuelle titularisation qui les ferait « monter » à Paris. La situation de la capitale étant différente, la pénurie de volontaires pour les emplois subalternes contraint les chefs de centre à rechercher des « volants » épisodiques.

Il y a 81.000 auxiliaires dans les PTT ce qui représente presque le tiers des effectifs.

Mais venons-en au problème des centres de tri.

Il y a là 14.000 postiers répartis ainsi : 4.500 préposés manutentionnaires, 4.600 agents « trieurs », renforcés par 2.000 auxiliaires « occasionnels », 1.800 contrôleurs et 600 inspecteurs qui se situent entre le surveillant d'internat, l'adjudant de quartier et le contremaître non spécialisé. L'emploi même ne laissant pas beaucoup d'autres opportunités.

La moitié des effectifs travaillent la nuit dont 3.400 agents et 1.000 manutentionnaires.

Le travail se passe ainsi : à un bout du « chantier » les « manuts » vident les véhicules postaux de leur chargement de sacs pour les entasser sur des chariots, ceux-ci étant vidés devant des « batteries » par d'autres « manuts » afin d'être triés par des « agents ». Les sacs pleins sont fermés par d'autres « manuts » qui les disposent sur d'autres chariots, à leur tour acheminés manuellement sur d'autres « chantiers » ou les trains-postes, où ces opérations seront répétées de multiples fois. A une époque ou le « privé » utilise le « fenwick » le container et la palette la poste a gardé les mêmes méthodes qu'en 1830, des gravures du temps en font foi.

Pour donner une idée de la différence de travail entre préposés et agents disont qu'en 10 heures de travail un agent « fait » 30.000 lettres tandis qu'un préposé manipule 230 kg de courrier et une bonne centaine de chariots.

Ajoutez à cela la vétusté des locaux, l'entassement du matériel, la promiscuité dans le travail, les cadences imposées par les horaires des trains et la poussière conséquence de l'utilisation du sac postal, qui stagne partout et envahit les poumons. D'où une propension à boire, ce qui facilite la diffusion de l'alcoolisme, les machines distributrices ne résistant guère à « l'environnement » et la « vente promotionnelle » des cantines visant les alcools et non les jus de fruits.

Enfin, les services fonctionnent en brigade de 36 heures la nuit, et 42 heures le jour. 30 % des effectifs étant mutés, sur leur demande, au bout d'un an.

Les centres de tri parisiens étant à la fois des goulots d'étranglement et des « purgatoires », on y constate un défilé constant de stagiaires débutants tandis que les titulaires plus anciens monopolisent les emplois les plus intéressants. Les auxiliaires étant généralement de passage et n'envisageant pas de faire carrière.

Il est donc facile de manipuler des minorités, sans expérience et sans formation, d'autant qu'il y a de trop légitimes motifs de contestations. Les majorités pouvant être d'autant plus facilement mises devant le fait accompli vu que les effectifs de fins de semaines sont réduits, et qu'immanquablement des « heures supplémentaires » suivent les lendemains de grève.

C'est dans ce contexte particulier qu'il faut évoquer la dernière grève des postes.

Commencée « à la base », par un incident mineur entre un directeur de centre de tri et des militants CFDT, un vendredi après-midi.

La CFDT « couvrant » ses militants avant même de savoir pourquoi, la CGT quoique hésitante, remet **sine die** une grève localisée prévue pour le lundi et suit le mouvement pour tenter de le « récupérer ». Ce n'est qu'à la nuit que la section FO, faute de se faire écouter, décide de s'y joindre.

Le samedi matin, le centre de tri postal de Bordeaux, ayant déposé un préavis depuis une quinzaine pour une histoire locale, se joint à la grève entraînant dans son sillage la région Sud-Ouest, avec des incidences sur le centre de tri parisien de la gare d'Austerlitz.

Le samedi après-midi, la CGT, très forte à Austerlitz, s'efforce de reprendre en main le mouvement qui lui échappe et déclenche une grève des centres parisiens. La CFDT s'efforce de déborder la CGT sur sa gauche et FO reste sur l'expectative, se contentant de suivre.

Finalement les syndicats des centres de tri se débordent mutuellement et sont eux-mêmes dépassés par une base contestataire qui tourne en rond et « amuse le tapis » sur le plan revendicatif.

« Le cinéma » ayant tendance à s'étendre la CGT met en place des piquets de grève qui « gèlent » la situation sans qu'il soit possible ni d'avancer ni de reculer. Parallèlement le patronat, sur des fonds fournis par les P.T.T., met en place des « centres de tri parallèles » où nombre de postiers, dont des syndicalistes, vont « travailler au noir ».

Les centres de tri « sauvages » étant repris en compte après la grève par l'administration pour « casser » les futures grèves des ambulants.

Peu à peu, la paralysie gagne les bureaux de postes, qui se mettent en grève, autant pour des raisons corporatives que pour « récupérer » la grève des centres de tri.

Pendant ce temps-là, l'administration centrale se sentant menacée par les appétits des « républicains indépendants » qui rêvent de remplacer à leurs avantages les « baronnies » UDR, par Lelong interposé, se met aussi en grève (24 heures) ; ce qui « améliore » encore la confusion.

Lelong ayant l'imprudence d'admettre que le travail des centres de tri est « idiot », voilà l'opinion publique qui peut (ou plutôt qui croit) y voir plus clair. D'autant que les arguments sentimentaux portent bien plus que les données techniques pas toujours facilement exprimées.

Ceci n'excuse pas les propos du ministre, mais si le travail est « idiot » à qui la faute et pourquoi ? Il est certes plus facile de personnaliser le problème sur l'air des lampions, mais ça ne résout rien, et ça n'a rien résolu.

Il est vrai qu'il est difficile aux « trieurs » de dire que le problème numéro 1 des centres de tri vise la manutention et les manutentionnaires. Les uns ne l'exerçant pas, les autres ne l'exprimant pas, ou n'étant même pas écoutés par leurs représentants syndicaux (trieurs ou bureaucrates syndicalistes) qui eux, sont interwievés par la radio.

Lucien COMBATZ.

la violence quand elle est nécessaire pour vaincre, c'est favoriser la violence réactionnaire.

Il faut comprendre que toute révolution voit se dresser contre elle tous ceux qui lui reprochent de léser leurs intérêts (ou de déranger les habitudes. On ne peut vaincre cette opposition qu'en employant la force contre ceux qu'il n'est pas possible de convaincre. Sinon, la révolution sera bientôt écrasée, et si ce n'est le sang des réactionnaires, ce sera celui des révolutionnaires qui coulera.

Mais la violence ne doit pas être aveugle, et elle l'est trop souvent. Aussi faut-il s'efforcer de la contrôler. Ici je risque de faire bondir ceux qui pensent que la base a toujours raison et les chefs toujours tort, mais je crois que la répression ne doit pas être menée par des irresponsables, mais par des organisations dirigeantes de la révolution, qu'il s'agisse de partis, de syndicats, de soviets ou de tout ce qu'on voudra.

Au moment de la Libération, il y eut bien des violences inutiles, on le sait. Elles vinrent ternir la joie que l'on éprouvait d'être débarrassé de la dictature nazie. Mais dans certains cas, j'ai vu des responsables, et je précise, des responsables communistes, empêcher la vengeance populaire de se montrer trop expéditive.

Et les organisations elles-mêmes doivent toujours demeurer aussi sous le contrôle de la base, leurs dirigeants doivent être révocables en tout temps. Ainsi le contrôle s'exerçant dans les deux sens, on pourra éviter de trop graves aberrations.

Ceci dit, les deux grandes révolutions européennes, la française et la russe, n'ont été aussi implacables que parce que la situation était tragique. Robespierre avait bien prévu que la guerre voulue par les Girondins aboutirait à la suppression des libertés et à la terreur. La révolution russe a dû mener une lutte acharnée contre les armées blanches. Faut-il jeter la pierre à ceux qui ont eu comme but immédiat de vaincre à tout prix, car ils étaient pénétrés de cette idée, tenir jusqu'à ce que la révolution éclate dans les pays occidentaux. Leurs illusions étaient si grandes à ce sujet qu'ils déclenchèrent en 1920 la guerre contre la Pologne, afin d'établir la liaison entre eux et le prolétariat allemand. Hélas, les ouvriers polonais avaient ressenti plus durement l'oppression russe que l'exploitation capitaliste, et c'est avec Pilsudsky qu'ils firent le front unique. La Pologne soviétique dont on rêvait à Moscou ne vit pas le jour.

Il est facile de reprocher aux hommes d'action d'avoir été trop violents quand on examine les choses soi-même à tête reposée, chez soi dans une bibliothèque. Dans le feu de la révolution, qu'aurait-on fait soi-même ?

Parfois, pourtant, quelque détail de l'histoire révolutionnaire me heurte. Ainsi, en lisant Isaac Deutscher, j'ai appris que Lénine et Trotsky avaient désapprouvé l'invasion de la Géorgie menchevique par les troupes russes, organisée par Staline et Ordjonikidzé, mais qu'ils n'avaient rien dit contre l'opération, afin de ne pas risquer de briser l'unité du parti. Trotsky alla même jusqu'à écrire un livre, « Entre l'impérialisme et la révolution » pour justifier une action qu'au fond de lui-même il considérait comme néfaste. Dire que, jeune militant, j'avais lu cet ouvrage afin de mieux me persuader moi-même que les Bolcheviks avaient eu raison d'annexer la Géorgie ! Aujourd'hui, je regrette que Lénine et Trotsky n'aient pas immédiatement mis un terme aux entreprises intempestives de leurs subordonnés ; la suite des événements en eût peut-être été allégée.

Bref, nous n'avons pas fini de discuter sur cette question. Sa gravité, sa complexité, ne m'échappent pas. Mais on n'a jamais vu une révolution réussir en n'employant que des moyens pacifiques. Sinon nous serions tous heureux de renoncer à la violence. Mais les choses étant ce qu'elles sont, nous n'avons pas le droit de désarmer le prolétariat en le poussant à trop de mansuétude à l'égard de ses ennemis de classe.

A PROPOS DE LA BROCHURE DE JOYEUX. — J'ai lu avec intérêt la brochure de Maurice Joyeux « Les anarchistes et la guerre de Palestine ». Je ne suis pas en désaccord avec ce qu'il écrit du fanatisme de l'un et de l'autre camp, mais je pense que là n'est pas la question. On peut renvoyer dos à dos le Judaïsme et l'Islamisme, on peut y ajouter encore le Christianisme et condamner toutes les doctrines religieuses, mais il ne s'agit là que de superstructure idéologique, alors qu'il faut chercher les causes dans l'infrastructure matérielle, économique. Tout le reste n'est qu'accessoire.

D'autre part, le remède que propose Joyeux, c'est la formation d'un parti (le mot m'a étonné sous la plume d'un anarchiste) totalement athée, se réclamant du socialisme libertaire. Je pense que nous n'avons pas à indiquer aux révolutionnaires d'Orient ce qu'ils ont à faire, et qu'ils doivent eux-mêmes trouver la voie à suivre. Or, actuellement, le nombre des athées dans ces pays est extrêmement faible. Créer un parti sur une base athée, c'est le condamner à demeurer un groupuscule, et pour longtemps. Ne vaut-il pas mieux, à l'étape actuelle, préconiser le rapprochement entre prolétaires de religions différentes, montrer qu'ils ont tous les mêmes intérêts, les désolidariser des féodaux et des bourgeois. Le reste viendra en son temps.

LE SUD-VIETNAM VAINCU. — Le recul des troupes sud-vietnamiennes se transforme en déroute. Il n'y a pas lieu d'en être étonné. Le régime de Saïgon ne se maintenait que grâce à l'appui américain. Celui-ci était suffisant pour résister à la poussée communiste, pas pour la vaincre. Les Américains partis, le Nord et ses alliés du GRP gagnent. Bientôt les communistes s'installeront à Saïgon.

Ceci démontre l'inutilité totale de l'intervention étrangère dans un cas comme celui du Vietnam. Les Français l'ont éprouvé avant les Américains. Les Nord-Vietnamiens combattent pour ce qu'ils croient juste, et rien ne peut les arrêter. Ainsi l'entrée en jeu des Américains, malgré leur puissance colossale, n'a abouti qu'à prolonger la lutte, qu'à augmenter de façon considérable le nombre des victimes. On dira que leurs adversaires ont gagné à l'aide des armes fournies par l'URSS ou la Chine. Les armes américaines étaient-elles donc moins efficaces que celles de ces pays ?

Faut-il se réjouir de l'issue actuelle ? Non, car elle est trop douloureuse. Trop d'être humains fuient dans le désordre, se battent entre eux pour se faire évacuer, souffrent et meurent. Les événements de Da-Nang nous en ont donné de tristes exemples. On fuit les combats, on fuit aussi parce qu'on a été nourri de la crainte du communisme. La crainte est peut-être justifiée, des massacres sont malheureusement à redouter. Les populations sud-vietnamiennes, dit-on, votent contre le communisme avec leurs pieds. Peut-être. Mais il faudrait aussi expliquer pourquoi les soldats de Thieu capitulent sans combat, tandis que ceux du camp adverse font preuve d'un tel dynamisme.

Quelle autre issue pouvait-on escompter ? Dans le tiers monde, en Asie, en Afrique, il n'y a pas de traditions démocratiques semblables à celles de l'Europe. On sort d'une dictature réactionnaire pour tomber dans une autre. Et les modèles que l'on trouve sur la terre, celui de l'URSS, celui de la Chine, sont eux-mêmes totalitaires. Que donnera, à la longue, la révolution vietnamienne et cambodgienne ? Il est trop tôt pour le dire. Au moment où en URSS la croyance en la doctrine décline, la Chine est appelée à devenir le grand pôle d'attraction. Nous verrons à la longue si la Chine sera capable de dégager sa révolution de l'ornière du stalinisme.

Mais de toute façon, que l'on n'ose pas prétendre que la défaite du Sud-Vietnam est celle de la démocratie. Il n'y en a jamais eu là-bas, pas plus au Sud qu'au Nord. Et quel que soit l'avenir, il y a au moins une chose qui peut nous donner de l'espoir : la fin prochaine d'une guerre qui ravage ce pays depuis un quart de siècle.

Jacques GALLIENNE.

LE PROJET HABY : faux libéralisme, autoritarisme réel

Le mois de mars a vu se développer une forte vague de mécontentement dans les lycées et collèges, et beaucoup pensent : « c'est normal, c'est ainsi chaque année à l'approche du printemps ». On se rappelle le mouvement du 22 mars (1968), le mouvement contre la loi Debré sur les sursis (1973), le mouvement contre la réforme Fontanet (1974), stoppé à cause des élections présidentielles. A l'approche de Pâques et au 3e trimestre de l'année scolaire, les lycéens « en ont ras le bol » et ont « besoin de se défouler » nous dit-on très souvent par l'intermédiaire des mass media. Il faut se garder de ces visions simplistes et rassurantes des choses. Il faut ici remettre les choses à leur place et dire que ces remarques, par leur bêtise qui tient de l'exorcisme, nous feraient rire, si la situation, dans l'Education (ex-Nationale), n'était pas aussi sérieuse. Non, le mouvement lycéen représente une révolte sérieuse, politique, contre une politique gouvernementale réactionnaire qui tend à appauvrir notre enseignement en le « rentabilisant ». Ce terme ne doit pas faire illusion, car c'est toute une idéologie qu'il cache : celle de la rentabilité capitaliste. Cette politique gouvernementale est actuellement représentée, au niveau de l'Education, par le projet Haby de « modernisation du système éducatif français ». Quel est donc ce projet ? L'analyse qui suit permettra de mieux comprendre les causes de l'agitation qui touche les établissements d'enseignement du second degré.

Le cycle des études

Des aspects positifs se dégagent du projet qui à certains égards, et adroitement présenté, peut paraître assez alléchant (ex. : suppression des filières dans le second degré et des redoublements dans le primaire).

La suppression des redoublements dans le primaire permet d'adapter un cycle d'études à chaque élève, ainsi d'ailleurs que la possibilité de quitter l'école maternelle à 5 ans (au lieu de 6 ans actuellement), et de sauter une classe laissée aux mieux doués. Ces innovations appellent quelques remarques d'ordre pédagogique et socioculturelles. Les pédagogues affirment souvent à juste titre que l'apprentissage trop précoce de la lecture est néfaste. Or il est à craindre de nombreux abus, car les parents voudront « pousser » leurs enfants le plus tôt possible afin de gagner une année, afin de satisfaire leur fierté personnelle, etc. Si certains enfants sont effectivement en âge d'apprendre à lire dès 5 ans, il ne peut s'agir que d'exceptions. D'autre part, les élèves faibles accompliront tout leur cursus primaire sans redoublement. Mais il faut dire qu'un redoublement est parfois une chose excellente, qu'il permet souvent de rattraper un retard de maturité, d'acquérir les bases manquantes qui seront nécessaires pour la suite des études. Donc les élèves faibles seront condamnés à grimper dans la hiérarchie scolaire sans avoir la possibilité de rattraper un retard qui peut n'être qu'accidentel. Ils risquent ainsi d'être stoppés dans leurs possibilités scolaires par la faute de la nouvelle structure de l'enseignement primaire. L'ancien cursus primaire comptait normalement 5 années, mais compte tenu des nombreux redoublements, il comptait en fait très fréquemment 6 années. Le nouveau système imposera les 5 années et seulement les 5 années, tant pis pour ceux qu'une 6e année aurait pu aider, ou sauver. On observe également que les enfants issus des milieux modestes ou pauvres seront défavorisés, car leur environnement socio-culturel moins brillant ne leur permettra guère de sauter des classes ou d'entrer dans le primaire dès 5 ans : eux auront besoin de suivre le cycle normal pour compenser certaines défaillances du milieu familial. Les traits principaux de la réforme sont déjà tracés : économie, démagogie, sélection.

Dans le second degré, la suppression des filières I, II, III est un bon point. Ces filières (I = bons, II = moyens, III = mauvais) déterminaient très tôt l'avenir scolaire des élèves et leur orientation plus ou moins précoce vers la vie active. Malheureusement ce système brutal est remplacé par une sélection voilée, tout aussi efficace.

Dans les collèges, un palier de sélection sera installé à la fin de la 5e, un autre à la fin de la 3e. La loi Royer permettra d'envoyer les enfants vers la vie active dès l'âge de 14 ans. A partir du « cycle d'orientation », constitué des classes de 4e et de 3e, et dans le second cycle (de la seconde à la terminale) les *options* permettront une diversification sélective. Le système des options crée pour les élèves une liberté trompeuse en même temps qu'une orientation de plus en plus irrémédiable et parfois erronée. La formation générale dispensée par l'enseignement français n'était en effet pas directement « rentable », elle ne permettait après tout que d'atteindre un certain niveau de culture que bien des étrangers enviaient. Cette auto-orientation est bien une auto-élimination des élèves.

Les enseignants : droits et libertés

L'autoritarisme administratif est largement renforcé par le projet Haby. Quelques exemples suffiront à éclaircir cette affirmation. L'« autonomie des établissements » se traduira par un accroissement des pouvoirs de l'administration : le rectorat pourra se « substituer au chef d'établissement... en cas de défaillance ou de carence de ces derniers », les personnalités locales associées aux conseils d'établissements (anciens conseils d'administration) seront désignées par le recteur, alors que jusqu'à maintenant elles étaient désignées par le C.A. lui-même.

Les pouvoirs du chef d'établissement sont largement étendus : il reçoit « un droit d'admonestation à l'encontre de l'ensemble des membres de la communauté scolaire » (élèves et professeurs !), il obtient des prérogatives pédagogiques concernant les projets, les méthodes, l'évaluation des résultats (sa fonction n'était jusqu'à ce jour qu'administrative).

Les droits professionnels et syndicaux actuels sont amputés et remis en cause. « L'établissement scolaire... ne peut être le lieu d'action et le siège d'associations s'appliquant à des domaines autres que ceux de sa mission », lit-on dans le projet proposé... le droit d'association et l'activité syndicale sont ainsi directement menacés.

De la même façon, des restrictions inadmissibles sont apportées au droit de grève : « les grévistes doivent assurer au profit d'élèves non-majeurs un accueil simplifié ». C'est une véritable réquisition partielle qui est instituée par le biais d'un service minimum d'accueil. Le statut des personnels enseignants est menacé par la création de « codes intérieurs » des établissements dont la « non-observance grave ou réitérée par un membre de la communauté scolaire, le place dans l'obligation de la quitter ». Cela peut signifier des mesures administratives graves telles que suspension, mutation d'office, etc...

La condition des surveillants se dégradera profondément puisqu'ils perdront leur garantie d'emploi : ils seront nommés chaque année et l'avis favorable du chef d'établissement sera requis pour une nouvelle nomination. Les surveillants seront donc pieds et poings liés livrés à l'arbitraire de leurs chefs d'établissements.

Si ce projet de réforme dont nous n'avons vu que certains aspects est maintenu tel quel, ce sera le tollé général : tous les syndicats, sociétés de professeurs, associations de parents, lycéens, collégiens s'y opposeront, c'est à n'en pas douter. M. Haby est un homme habile, aussi a-t-il prévu à divers degrés des consultations, aussi a-t-il promis des discussions sur son projet (et qui dit discussions dit modifications, marchandages), aussi n'a-t-il pas précisé de calendrier d'application. Donc, attendons-nous à voir intervenir quelques modifications dans ce projet : les grèves, manifestations et délégations syndicales prévues d'ores et déjà pour le mois de mai (semaine d'action de la F.E.N., grève de 24 heures du S.N.E.S., etc.) peuvent l'assurer. Mais les modifications seront à la mesure de l'action entreprise. A grande grève, grande modification ; à petite grève, petite modification. Les actions syndicales prévues étant, pour le moment, à classer dans le cadre « petit », nous aurons donc des aménagements du projet, mais des aménagements mineurs .Sauf bien sûr si le mouvement spontané qui a débuté avant Pâques relance l'action et entraîne avec lui, les syndicats qui somnolent.

Y. BLONDEAU.

Après le cinquantenaire : LA FLAMME DU SOUVENIR

En ce dimanche 9 mars où des camarades, heureux d'être ensemble, ont devisé fraternellement autour d'une table, nous nous sommes associés à leurs pensées et à leurs propos en revoyant quelques documents de l'époque où naquit la « Révolution Prolétarienne », après l'exclusion du P.C. de Delagarde, Monatte et Rosmer.

Voici la petite brochure rappelée par Alexandre Croix dans son article de Novembre. Haute de quatorze centimètres, large à peine de douze, elle coûtait cinquante centimes, une toute petite pièce qui ne suffirait pas à la payer aujourd'hui. Mais quelle richesse dans ses vingt-neuf pages ! D'abord un texte liminaire, cette lettre ouverte datée du 22 novembre et qui valut l'exclusion aux trois signataires. Plus loin la lettre du 5 octobre 1924 adressée par les mêmes au Comité directeur, dont ils étaient membres, par l'intermédiaire du Secrétariat qui s'abstint de la transmettre, comme l'indique le chapeau dont elle est coiffée dans la brochure (*« Cette lettre n'a été ni communiquée au C.D., ni publiée, malgré plusieurs réclamations des intéressés et un engagement du Bureau Politique »).* Cette lettre qui constituait une protestation contre la « pluie de calomnies et de menaces » qui s'était abattue sur nos trois camarades à la Conférence des Secrétaires Fédéraux de Septembre fut tout simplement *escamotée* tandis que les attaques continuaient contre ceux dont on avait résolu d'avoir la peau. Dans une lettre du 16 novembre 1974, adressée à Semard, Rosmer termine ainsi :

« Tu prétends que le Congrès nous condamnera. C'est possible, si tu continues à parler seul, à étouffer notre voix et à écrire systématiquement le contraire de la vérité. Nous n'aurons pas la naïveté de nous indigner devant toi d'un procédé difficile à qualifier ».

Bernard Cazaubon qui avait participé, comme Secrétaire de la Fédération communiste ds Htes-Pyrénées, à la Conférence de Septembre en était revenu indigné. Le rapport moral établi par Semard, en vue du Congrès national, achèvera son édification comme l'indiquent ces quelques lignes extraites de sa correspondance :

« On ne saurait imaginer pamphlet plus misérable que ce rapport où le mensonge et la fourbe dominent ».

. . . .

« Je donne la mesure de sa probité lorsque citant le texte liminaire de la brochure de Monatte il s'ingénie à faire croire (et le comble c'est qu'il y ait réussi) que ce sont les termes de la lettre du 5 octobre. Heureusement, nous sommes quelques-uns qui nous emploierons à dissiper la confusion et à soutenir que si cette lettre du 5 octobre, légitime et digne protestation contre de gratuites insultes, avait été insérée, la brochure, prétexte à exclusion, n'eût pas paru ».

C'est précisément ce que Cazaubon avait déjà fait, notamment à son Congrès Fédéral, à qui il avait proposé de voter contre le rapport Semard et contre les thèses de Treint sur la situation internationale. Mais il n'avait pas été suivi.

Ajoutons cette précision qu'il donne sur la Conférence de Septembre :

« L'exclusion de Monatte, Rosmer, Delagarde fut prononcée, dit Semard, par une conférence des représentants des Fédérations. Allons donc ! Convoquée en toute hâte la Conférence ne réunissait pas plus de 50 représentants des Fédérations. On dira que le Congrès a régularisé ! ».

Oui, le Congrès avait régularisé et nous avions la « Révolution Prolétarienne » ! Sous-titre « syndicaliste communiste », comme le rappelle Alexandre Croix.

Mais son apparition va causer une certaine crainte à des opposants restés à l'intérieur du Parti.

Extrayons quelques lignes de leur correspondance :

« J'ai reçu le n° 1 de la « R.P. » et ça n'a pas été sans un sentiment de vague angoisse : « Est-ce que cela ne va pas nuire au Parti ?... Est-ce que cela ne va pas justifier les accusations ? ». Réflexion faite je me suis dit que les exclus avaient le droit et même le devoir de se défendre de profiter de leur situation en marge pour aider la masse à remonter le courant. J'ai même eu un moment l'intention de les approuver publiquement. La crainte de nuire au Parti m'en dissuade. Que faire ?... La solution est peut-être donnée dans la lettre parue sous le titre « Le silence est rompu » dans le n° 2 de la « R.P. ». Aider anonymement le « noyau » à condition qu'il ne fasse pas contre le parti de critiques compromettantes.

Le deuxième correspondant répond très vite et s'explique longuement sur le sens d'une phrase qui avait fait tiquer le premier :

« Nous ne voulons pas que le syndicalisme soit sacrifié à la politique à outrance ».

« C'est un jugement de circonstance. Nous croyons toujours que le syndicalisme ne peut tout faire et ne peut faire la révolution sans entrer dans la politique. Nous croyons qu'il peut préparer et mener la lutte des classes sans pouvoir la mener seul et sans la diriger au moment décisif ».

Ainsi ces deux correspondants se montrent encore, malgré de sévères critiques, très attachés au Parti et au communisme. Mais ils ne seront jamais ces produits spécifiques fabriqués dans les séminaires de Moscou ou de Bobigny » et furent très vite désabusés. Je puis assurer que le premier d'entre eux resta toute sa vie fidèle à Monatte et à la « R.P. » et qu'il s'était sûrement rallié à cette vérité proclamée en 1930 et que peut tous nous rassembler :

« En disant que nous sommes des syndicalistes révolutionnaires nous ne faisons que dire la vérité et c'en est une autre qu'il ne peut exister de plus véritables révolutionnaires prolétariens, de communistes réels que les syndicalistes révolutionnaires ».

Nous pensons que ces quelques lignes suffisent à expliquer notre fraternité et la joie des retrouvailles pour ceux qui, plus heureux que nous, ont pu participer à ce repas du Cinquantenaire.

Louise CAZAUBON.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LA DEFAITE DE L'AMERIQUE OU LA FIN D'UNE CIVILISATION

Les « civilisations sont mortelles », disait le poète Paul Valéry. Jamais on n'a pu s'en rendre compte aussi sûrement qu'en ces premiers jours de ce mois d'avril.

Nous avons en effet le privilège d'assister aujourd'hui à l'effondrement de ce que l'on peut considérer comme ayant été la troisième grande civilisation du monde, cette civilisation que l'on peut appeler, si l'on veut chrétienne, celle qui avait succédé à la civilisation antique.

Cette dernière fut notre ancêtre directe, celle de Rome, de Sparte et d'Athènes, la civilisation méditerranéenne, celle qui dura tout au cours du deuxième millénaire et de la première moitié du premier millénaire avant notre ère, pour finalement sombrer sous les coups des Germaniques et autres barbares au cours du cinquième siècle de notre ère. Chacune de ces civilisations ayant eu sa propre idéologie, ses propres religions, sa propre morale et aussi naturellement sa propre technique.

C'est le passage de l'une de ces sociétés à la suivante qui marque seul une vraie révolution, une grande révolution, le passage à un état supérieur et c'est à cela que nous allons commencer à assister ou plutôt à quoi nos descendants vont commencer à assister.

R. LOUZON.

PARMI NOS LETTRES

Génocide et ethnocide

De Jacques METIVIER :

Après avoir rappelé quelques-uns des crimes commis contre « l'homme primitif », Jacques Gallienne, dans le numéro de mars de la R.P. conclut qu' « il s'agit d'une perte immense pour ceux qui s'intéressent à l'origine de l'homme et qui peuvent, tant que ces peuplades existent, les étudier avec la même sympathie qu'ils le feraient pour nos lointains ancêtres de la préhistoire.

Et à l'égard de notre idéal de fraternité humaine, il s'agit d'un « crime contre l'humanité ». »

Je pense que le problème n'est pas très bien posé. Il ne s'agit pas seulement d'un crime contre une certaine vision humanitariste. Il s'agit essentiellement d'un conception du développement de la société capitaliste, technicienne, de « la croissance » si l'on préfère.

L'idéologie bourgeoise (ou du « développement économique ») est tellement pernicieuse, tellement dominatrice sur tous, que beaucoup de militants du mouvement ouvrier — même de militants libertaires — ne conçoivent pas d'autre société que la société productiviste : toujours plus de marchandises, toujours plus d'énergie, toujours plus de consommation, pour satisfaire les besoins. C'est à ce prix seulement qu'on pourra établir une meilleure répartition des biens, plus de justice. Donc qu'il peut y avoir progrès social.

Certes, je ne récuse pas tout dans notre « civilisation ». Mais c'est un autre problème. Pour l'instant revenons au problème des minorités. Elles sont mondialement en voie de liquidation. Ce qui est important, c'est d'essayer de voir pourquoi — et quelles en sont les conséquences pour l'humanité. Il est assez facile d'en comprendre la cause : dans la recherche de matières premières, ou de territoires nouveaux à « exploiter », la civilisation blanche (quel que soit le régime : capitaliste libéral, démocratie populaire ou soi-disant socialiste) envahit tout, est partout maîtresse, directement ou indirectement. Le pillage est dans tous les pays, que ce soient les métropoles d'origine ou les ex-colonies, et quel que soit le continent. Il s'agit de tirer de la terre le maximum de profits. Qu'importe qu'en définitive telle région soit détruite. Ainsi, pour la vie sur terre, l'immense forêt amazonienne est une irremplaçable source d'oxygène par la fonction chlorophylienne ; elle est menacée comme tout le reste du monde, convoitée pour ses richesses. Ses vrais propriétaires, les Amérindiens, peu nombreux et inoffensifs, qui y ont été refoulés au cours des siècles et s'y sont adaptés sont voués à l'extermination. C'est un exemple de génocide en cours.

Mais cette « civilisation » blanche, à laquelle nous appartenons, a des moyens plus insidieux de détruire tout ce qui s'oppose à son implacable système. Dans toutes les provinces, il y avait jadis des particularismes, des types de vie, des langages, des coutumes, des relations sociales, plus ou moins bonnes, fruit d'une lente évolution ; souvent ce n'était pas excellent mais c'était un certain équilibre. La civilisation de la machine, de la rentabilité s'est amenée : telle un bulldozer, elle a tout renversé, tout détruit. Elle en a interdit patois et dialectes, changé le paysage, rasé de vieux villages. Les habitants sont dépossédés au profit de « colonisateurs ». Il faut que chacun soit en possession de la « langue » du groupe dominant — la bourgeoisie ou la technocratie au pouvoir. Il faut que chacun accepte la main-mise de ce pouvoir « pour le développement », donc pour le plus grand bien de tous.

Cependant, ce qui est le plus angoissant, c'est que cette idéologie dominante est si parfaitement dominante qu'elle imprègne littéralement tout, y compris les groupes qui disent lutter contre elle. *L'exemple le plus frappant c'est le marxisme : toute sa théorie repose sur « le développement ». Et c'est pourquoi Marx comme ses disciples acceptent comme une nécessité évidente « la croissance économique », préalable au socialisme. C'est sans aucun doute en accepter toutes les conséquences : démographique, sociale, psychologique.*

On découvre en cette fin du XXe siècle la notion d'écologie, celle de biotope. Il faut à chaque être un milieu de vie naturel. Et l'homme est un animal comme un autre — très adaptable bien sûr, mais pour qui le manque d'une certaine nature se traduit par un déséquilibre, par des maladies fonctionnelles, de type organique ou de type psychosociologique ; nos hôpitaux regorgent de malades, et dans quelques lustres, il n'y aura sans doute plus assez de non-malades pour soigner les malades.

Alors, que faire ? face à ce cancer généralisé de la société techno-industrielle, il faut sauver au plus vite tout ce qui reste à sauver, aussi bien les civilisations dites primitives, que les cultures provinciales. Les luttes, bretonnes ou occitanes, celles des dernières tribus indiennes comme celles des Africains, sont d'une importance capitale. Ou bien ces cultures survivront — en

se transformant selon un processus naturel — et il y il y aura un espoir. Ou bien tout sera écrasé, nivelé — et il y aurait fort à craindre pour l'avenir de l'humanité qui ne serait sans doute qu'un camp de concentration d'ici quelques décennies.

Il faudrait relier ce « développement » avec d'autres phénomènes, tel celui des centrales nucléaires. Mais il y faudrait un bien long développement.

Face à cette perspective, le ronron des organisations qui se disent de « gauche » — ou même « révolutionnaires » est assez surprenant. Peut-on croire que ces problèmes ne se soient jamais posés à elles ? Si elles ne les ont jamais abordés, si elles n'ont jamais réagi à cela, c'est la marque de leur faillite puisqu'elles n'ont pas su voir le phénomène le plus important de notre époque.

Génocide ou ethnocide, quand on examine la question, ne peuvent révéler un simple crime vis-à-vis de quelques groupes humains. C'est toute la civilisation humaine, tout notre avenir — au moins celui de nos descendants — qui est en jeu.

Il est peut-être déjà trop tard... Je ne le pense pas ; pas encore. Mais c'est une question si urgente qu'il serait temps de délaisser certaines querelles sur le sexe des anges.

Propos d'après dîner

De P.-M. DERUEST (Bruxelles) :

Ce repas d'anniversaire — le cinquantième de la R.P. — ce devait d'abord être l'occasion d'un bilan, un inventaire, des souvenirs. Ensuite, des prévisions (budgétaires), des projets (rédactionnels), des souhaits (de réussite).

Dernier vivant des « ancêtres » Louzon s'était excusé. Ne demeuraient que les plus vieux parmi les moins jeunes. Une poignée. En tête Charbit et Hagnauer. Ils évoquèrent des visages perdus, qui ont laissé un nom : Monatte, Rosmer, Chambelland. Quelqu'un cita Rosa Luxemburg. Il m'aurait plu d'entendre le nom de Simone Weill, qui fut des nôtres, et des plus ardentes.

Pour délectables qu'ils fussent, les hors-d'œuvre savourés, nous espérions le rôti. Promu « maître des cérémonies » Guilloré annonçait « Après le passé, l'avenir ». Pour l'heure et pour nous l'avenir était celui de la R.P. et singulièrement celui de la « relève ». Nous étions impatients de voir et d'entendre ceux, de la ou des générations suivantes, qui viendront reprendre le flambeau, ceindre le tablier, assumer le boulot, et nous en rendre compte à l'anniversaire prochain, celui du centenaire.

Nous sommes restés sur notre faim. La « relève » n'eut guère loisir de se manifester.

Déçu ? Certes oui, un peu. Pas au point de regretter d'être resté au poste, et d'avoir ainsi bénéficié d'interventions isolées qui méritent d'être retenues. Ecoutées dans le bruit, j'en donne ici l'esprit, non le mot-à-mot.

Guérin : fréquente de préférence divers groupes anarchistes. Il dit « que ces jeunes extrémistes ne professent aucune tendresse envers les syndicats. Ils leur vouent une « haine viscérale »...

C'est assez vraisemblable, et peut s'expliquer. On me dit : « Ces jeunes anarchistes ne sont anarchistes que parce qu'ils sont jeunes ». Admettons. Il reste qu'ils sont l'exacte et précieuse expression de cet « increvable esprit de révolte » dont nous parlait notre ami Luis Mercier Vega. Savent-ils assez qu'aux premiers temps du syndicalisme, leurs aînés dans le courant anarchiste furent les meilleurs adhérents, furent les animateurs des syndicats. Ils avaient nom Pelloutier, Dunois, Delesalle. J'ajouterais Monatte, si je ne craignais qu'on me fasse reproche de prêter aux anarchistes un tenant du syndicalisme révolutionnaire. Pourtant Monatte faisait sienne une doctrine dont les anarchistes furent les initiateurs.

Sans doute c'était le temps que le militant syndicaliste allait aussi aisément en prison que le fonctionnaire syndical d'aujourd'hui est invité à l'Elysée. Autres temps, autres mœurs.

Si nos syndicats sont des syndicats sans syndicalistes à qui la faute ?

Body : le plus grave danger auquel le monde est exposé est la menace d'une guerre générale, mondiale. Elle n'est pas nécessairement imminente, mais est latente et sera soudaine.

Nul ne peut prévoir qui la provoquera, où et comment elle débutera ; si chacun peut en supputer les conséquences. Nous n'avons jusqu'ici qu'une référence : Hiroshima et Nagasaki. Depuis, les divers impérialistes qui se disputent la possession du monde poursuivent fiévreusement une folle course à qui aura les armes les plus précises, les plus meurtrières, les plus nombreuses. Les successifs gouvernements français, avec de moindres moyens, ont même politique.

Cette effrayante prespective qui intéresse toutes les nations du globe et chaque individu de l'humanité, semble ne troubler personne. Qui réagit ? Ces « masses » (puisque ainsi on les nomme) sont-elles frappées de stupeur ? Se croient-elles impuissantes ? Leur réaction est celle de l'autruche.

Et les syndicalistes ? Héritiers de ceux qui furent à Zimmerwald. Font-ils plus ou mieux que les autres ?

Que répondre ? Sinon nous frapper la poitrine.

Body (suite). De tous nos adversaires, de tous nos ennemis, le plus impitoyable, le plus dangereux, est le parti communiste. Il n'a de parti que l'étiquette. C'est une machine de guerre au service d'un gouvernement dictatorial. Au service de l'impérialisme russe. De tournants en virages, vingt changements de politique n'ont découragé aucun de ses zélateurs. Ils ont marché avce les nazis ce bout de chemin qui menait Hitler au pouvoir, ils ont applaudi au pacte germano-russe, ils ont déserté en 1940, rejoint la résistance à l'offensive allemande vers Stalingrad, étaient ministres sous de Gaulle. Ils peuvent selon l'opportunité conclure un pacte commun et le saboter. Si nous tombions sous leur coupe, notre année désormais — comme à Prague — serait sans printemps.

Le secrétaire des correcteurs répondant à Body, nous épargne ce devoir. Son syndicat veut aborder les membres du parti communiste autrement qu'avec des arguments-masssue, des accusations majeures. On ne saurait convaincre un adversaire au moyen d'injures. l

D'accord s'il s'agit d'une rencontre impromptue et un interlocuteur qui écoute et raisonne. Mais un tel communiste n'est pas encore intégré au parti ou en passe d'en sortir, soit de son propre mouvement soit par exclusion. Le parti ne garde que des inconditionnels.

Que dans leur presse, dans leurs interventions publiques, dans leurs réunions syndicales, les correcteurs ne mettent aucune sourdine.

« L'homme qui siège à l'Elysée, quel qu'il soit, a pour rôle d'une part de présider à la bonne marche des affaires de la bourgeoisie, et, d'autre part, de nous faire croire qu'il nous représente tous, qu'il est le « président de tous les Français ». Alors que, pour remplir ce dernier rôle, il se drape dans sa dignité et son grand cordon de la légion d'honneur ou qu'il joue de l'accordéon en pull-over à col roulé, qu'il préfère le style compassé ou le style « peuple », l'homme qui est à ce poste est en représentation et n'a que le pouvoir de contribuer à l'oppression. »

Arlette LAGUILLER
(Lutte Ouvrière - 6 janvier 75)

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

A TAHITI AUSSI, ON CONTESTE. — Les Polynésiens sont considérés comme des hommes dépourvus du moindre intérêt pour les questions politiques. La vie à Tahiti et dans les autres îles de l'Océanie française, est, dit-on, heureuse et insouciante. Les voyageurs qui arrivent là-bas sont accueillis par de belles jeunes filles qui leur passent des colliers de fleurs autour du cou ; au départ, ce sont des colliers de coquillages qu'ils emportent comme souvenirs. Dans ces îles de rêve, le 14 juillet est fêté comme nulle part au monde, et les réjouissances durent jusqu'au 1er août, au milieu des danses, des compétitions sportives et des accents de guitares. Et pourtant, la contestation s'est installée aussi là-bas. Le député Pouvanaa, à la suite d'une manifestation autonomiste, a été envoyé en prison en France sous le prétexte ridicule d'avoir tenté de mettre le feu à la ville de Papeete, et il n'a dû qu'à la grâce de de Gaulle la permission de retourner, vieux et malade, dans son île. Quand le gouvernement français a décidé de procéder à ses expériences nucléaires dans l'île de Mururoa, il n'a pas du tout craint de mécontenter la population locale : l'afflux de marins, de techniciens, à Tahiti, doit apporter une prospérité inaccoutumée dans le territoire, a-t-on dit, et les Polynésiens en seront ravis. Ce fut en partie vrai. Cependant, il y a eu des contestataires. Et trois d'entre eux qui, avec quatre de leurs camarades, avaient volé des caisses de munitions inutilisables afin de protester contre les expériences nucléaires, sont encore en prison à Marseille, aux Baumettes. Leur nom est Charlie Cheng, Félix Teheriura et Robert Cahn. Ils n'ont pas bénéficié de l'amnistie de Giscard d'Estaing. Au contraire, leurs peines ont été allongées sous prétexte de tentative d'évasion. Leurs avocats ont tenté d'alerter l'opinion publique. Va-t-on laisser ces trois hommes végéter en prison, peut-être y mourir ?

EN YOUGOSLAVIE AUSSI, ON REPRIME. — Trop souvent, dans la presse, nous lisons qu'en Yougoslavie, pays qui avait suscité tant d'espoirs chez de nombreux révolutionnaires antistaliniens, tel ou tel dirigeant ou ex-dirigeant communiste a été condamné à une peine de prison, tel ou tel professeur d'université a été privé de sa chaire. Il ne s'agit pas ici de la défense d'une révolution en danger, mais de l'interdiction d'une libre discussion entre tendances se réclamant du socialisme, d'une libre recherche de la voie la plus souhaitable. Et comme par hasard, on commence dans ce pays à faire la chasse aux trotskystes.

C'est d'autant plus triste que, par ailleurs, les prises de positions yougoslaves en ce qui concerne la politique internationale sont le plus souvent progressives, excellentes même. Et que l'on peut trouver, en vente libre dans les kiosques, des journaux étrangers de toutes opinions : A Dubrovnik, en 1972, revenant d'Albanie, j'y pus voir quatre quotidiens français « Le Figaro », « France-Soir », « Le Monde » et « L'Humanité ». Dans les autres pays « socialistes », on ne trouve que le dernier de cette liste, et en Albanie, aucun. La tolérance idéologique n'existe-t-elle que pour les étrangers ? Les Yougoslaves ne devraient-ils pas pouvoir discuter des questions intéressant le socialisme ?

OU VA LA REVOLUTION PORTUGAISE ? — C'est avec soulagement que les révolutionnaires ont appris l'échec de la tentative de coup d'Etat du général de Spinola. La révolution portugaise a la chance d'avoir de son côté une bonne partie de l'armée, et cela a permis de liquider rapidement une tentative réactionnaire. Cependant, les camarades portugais doivent rester vigilants, car d'autres coups du même genre pourraient se préparer dans l'ombre. Souvenons-nous qu'en 1932, le général Sanjurjo essaya d'étrangler la République Espagnole. Il échoua et dut s'enfuir, précisément au Portugal. Mais quatre ans plus tard, c'était le coup de Franco.

Il y a eu malheureusement, à Lisbonne, un incident grave que les envoyés de la télévision française ont pu filmer, et dont l'opinion publique française a été émue à juste titre. On a pu voir sur l'écran des militaires faire signe au conducteur d'une voiture de s'éloigner, puis tirer sur cette voiture à quelque distance, tuant l'homme et blessant la femme qui l'accompagnait. La foule s'est précipitée, criant « fascistes ». Tout cela était assez confus, on ne sait ce qui était reproché à ce couple, et le communiqué publié après coup par le Commandement opérationnel du continent n'était guère convaincant. S'il y a des fascistes à juger, il faut le faire avec tout le calme nécessaire. Des tribunaux populaires doivent en être chargés, et il n'appartient pas aux soldats de régler les comptes avec tant de hâte et de légèreté.

Mis à part cet incident, et malgré l'échec de la tentative de Spinola, les événements du Portugal demeurent quelque peu inquiétants. Le Parti Socialiste portugais est-il assez expérimenté pour déjouer les intrigues de son partenaire communiste ? Pris entre deux feux, saura-t-il briser la contre-révolution sans devenir le prisonnier du P.C. ? On vient de suspendre la démocratie chrétienne, mais aussi deux groupes gauchistes ; on reconnaît là l'amalgame cher aux Staliniens. Je ne pense pas qu'il y ait un danger de totalitarisme en France, mais au Portugal il semble exister. Tous ceux qui, là-bas, ne confondent pas la révolution avec le totalitarisme d'un parti doivent se montrer vigilants.

VIOLENCE ET NON-VIOLENCE. — Et ceci m'amène à reparler du problème de la violence, car il apparaît à la lecture de la RP que c'est sur ce point que les désaccords sont le plus importants. Il y a violence et violence, et on peut être révolutionnaire sans approuver pour cela n'importe quelle fusillade, n'importe quelle exécution capitale, dès qu'elle émane des opprimés révoltés.

Fallait-il guillotiner Louis XVI, demandait récemment un de nos camarades. D'un point de vue humain, certainement pas. On ne peut éprouver que de la pitié pour ce malheureux homme, et pour la reine, pris dans un engrenage auquel ils n'ont rien compris, pour qui les aspirations du peuple étaient des prétentions inconcevables et qui, en dissimulant, en demandant en cachette le secours de l'Autriche, ont creusé leur propre tombe. Mais on comprend aussi l'indignation des révolutionnaires de l'époque devant cette duplicité du couple royal, eux qui avaient eu tout d'abord tant de confiance en lui.

De même en ce qui concerne la famille impériale russe, massacrée sans qu'aucun de ses membres ait pu comprendre ce qui lui arrivait. Mais ceci s'est produit dans le feu de la guerre civile, et si les Blancs avaient triomphé, combien de révolutionnaires, combien de prolétaires auraient-ils été exécutés par eux ?

Je préfère de beaucoup, quoi qu'il en soit, l'attitude de la révolution chinoise à l'égard du dernier Empereur de Chine, Pu-Yi, qui avait été détrôné en 1911, mais dont les Japonais avaient fait un souverain de leur Etat fantoche du Mandchoukouo. Tombé entre les mains des communistes chinois après la fin de la deuxième guerre mondiale, il s'attendait à être fusillé. Or, on fit de lui un jardinier dans un parc de Pékin, puis on l'invita à collaborer à un Institut d'histoire de la Chine. Et il est mort dans son lit, comme n'importe qui.

Mais il n'y a certes pas seulement le sort des souverains à considérer. La répression, elle atteint en France le poète André Chénier, et ceux qui sont plus révolutionnaires que les gens au pouvoir, Jacques Roux, les Hébertistes. En Russie, elle frappe les anarchistes, puis les Bolchévistes de la vieille garde. La révolution se change alors en contre-révolution. Ceci ne doit pas faire oublier les vingt mille fusillés de la Commune de Paris, ni les massacres actuels au Chili et ailleurs. Et on doit avoir toujours présent à l'esprit le fait que renoncer à la révolution violente, renoncer à se servir de

la violence quand elle est nécessaire pour vaincre, c'est favoriser la violence réactionnaire.

Il faut comprendre que toute révolution voit se dresser contre elle tous ceux qui lui reprochent de léser leurs intérêts (ou de déranger les habitudes. On ne peut vaincre cette opposition qu'en employant la force contre ceux qu'il n'est pas possible de convaincre. Sinon, la révolution sera bientôt écrasée, et si ce n'est le sang des réactionnaires, ce sera celui des révolutionnaires qui coulera.

Mais la violence ne doit pas être aveugle, et elle l'est trop souvent. Aussi faut-il s'efforcer de la contrôler. Ici je risque de faire bondir ceux qui pensent que la base a toujours raison et les chefs toujours tort, mais je crois que la répression ne doit pas être menée par des irresponsables, mais par des organisations dirigeantes de la révolution, qu'il s'agisse de partis, de syndicats, de soviets ou de tout ce qu'on voudra.

Au moment de la Libération, il y eut bien des violences inutiles, on le sait. Elles vinrent ternir la joie que l'on éprouvait d'être débarrassé de la dictature nazie. Mais dans certains cas, j'ai vu des responsables, et je précise, des responsables communistes, empêcher la vengeance populaire de se montrer trop expéditive.

Et les organisations elles-mêmes doivent toujours demeurer aussi sous le contrôle de la base, leurs dirigeants doivent être révocables en tout temps. Ainsi le contrôle s'exerçant dans les deux sens, on pourra éviter de trop graves aberrations.

Ceci dit, les deux grandes révolutions européennes, la française et la russe, n'ont été aussi implacables que parce que la situation était tragique. Robespierre avait bien prévu que la guerre voulue par les Girondins aboutirait à la suppression des libertés et à la terreur. La révolution russe a dû mener une lutte acharnée contre les armées blanches. Faut-il jeter la pierre à ceux qui ont eu comme but immédiat de vaincre à tout prix, car ils étaient pénétrés de cette idée, tenir jusqu'à ce que la révolution éclate dans les pays occidentaux. Leurs illusions étaient si grandes à ce sujet qu'ils déclenchèrent en 1920 la guerre contre la Pologne, afin d'établir la liaison entre eux et le prolétariat allemand. Hélas, les ouvriers polonais avaient ressenti plus durement l'oppression russe que l'exploitation capitaliste, et c'est avec Pilsudsky qu'ils firent le front unique. La Pologne soviétique dont on rêvait à Moscou ne vit pas le jour.

Il est facile de reprocher aux hommes d'action d'avoir été trop violents quand on examine les choses soi-même à tête reposée, chez soi dans une bibliothèque. Dans le feu de la révolution, qu'aurait-on fait soi-même ?

Parfois, pourtant, quelque détail de l'histoire révolutionnaire me heurte. Ainsi, en lisant Isaac Deutscher, j'ai appris que Lénine et Trotsky avaient désapprouvé l'invasion de la Géorgie menchevique par les troupes russes, organisée par Staline et Ordjonikidzé, mais qu'ils n'avaient rien dit contre l'opération, afin de ne pas risquer de briser l'unité du parti. Trotsky alla même jusqu'à écrire un livre, « Entre l'impérialisme et la révolution » pour justifier une action qu'au fond de lui-même il considérait comme néfaste. Dire que, jeune militant, j'avais lu cet ouvrage afin de mieux me persuader moi-même que les Bolcheviks avaient eu raison d'annexer la Géorgie ! Aujourd'hui, je regrette que Lénine et Trotsky n'aient pas immédiatement mis un terme aux entreprises intempestives de leurs subordonnés ; la suite des événements en eût peut-être été allégée.

Bref, nous n'avons pas fini de discuter sur cette question. Sa gravité, sa complexité, ne m'échappent pas. Mais on n'a jamais vu une révolution réussir en n'employant que des moyens pacifiques. Sinon nous serions tous heureux de renoncer à la violence. Mais les choses étant ce qu'elles sont, nous n'avons pas le droit de désarmer le prolétariat en le poussant à trop de mansuétude à l'égard de ses ennemis de classe.

A PROPOS DE LA BROCHURE DE JOYEUX. — J'ai lu avec intérêt la brochure de Maurice Joyeux « Les anarchistes et la guerre de Palestine ». Je ne suis pas en désaccord avec ce qu'il écrit du fanatisme de l'un et de l'autre camp, mais je pense que là n'est pas la question. On peut renvoyer dos à dos le Judaïsme et l'Islamisme, on peut y ajouter encore le Christianisme et condamner toutes les doctrines religieuses, mais il ne s'agit là que de superstructure idéologique, alors qu'il faut chercher les causes dans l'infrastructure matérielle, économique. Tout le reste n'est qu'accessoire.

D'autre part, le remède que propose Joyeux, c'est la formation d'un parti (le mot m'a étonné sous la plume d'un anarchiste) totalement athée, se réclamant du socialisme libertaire. Je pense que nous n'avons pas à indiquer aux révolutionnaires d'Orient ce qu'ils ont à faire, et qu'ils doivent eux-mêmes trouver la voie à suivre. Or, actuellement, le nombre des athées dans ces pays est extrêmement faible. Créer un parti sur une base athée, c'est le condamner à demeurer un groupuscule, et pour longtemps. Ne vaut-il pas mieux, à l'étape actuelle, préconiser le rapprochement entre prolétaires de religions différentes, montrer qu'ils ont tous les mêmes intérêts, les désolidariser des féodaux et des bourgeois. Le reste viendra en son temps.

LE SUD-VIETNAM VAINCU. — Le recul des troupes sud-vietnamiennes se transforme en déroute. Il n'y a pas lieu d'en être étonné. Le régime de Saïgon ne se maintenait que grâce à l'appui américain. Celui-ci était suffisant pour résister à la poussée communiste, pas pour la vaincre. Les Américains partis, le Nord et ses alliés du GRP gagnent. Bientôt les communistes s'installeront à Saïgon.

Ceci démontre l'inutilité totale de l'intervention étrangère dans un cas comme celui du Vietnam. Les Français l'ont éprouvé avant les Américains. Les Nord-Vietnamiens combattent pour ce qu'ils croient juste, et rien ne peut les arrêter. Ainsi l'entrée en jeu des Américains, malgré leur puissance colossale, n'a abouti qu'à prolonger la lutte, qu'à augmenter de façon considérable le nombre des victimes. On dira que leurs adversaires ont gagné à l'aide des armes fournies par l'URSS ou la Chine. Les armes américaines étaient-elles donc moins efficaces que celles de ces pays ?

Faut-il se réjouir de l'issue actuelle ? Non, car elle est trop douloureuse. Trop d'être humains fuient dans le désordre, se battent entre eux pour se faire évacuer, souffrent et meurent. Les événements de Da-Nang nous en ont donné de tristes exemples. On fuit les combats, on fuit aussi parce qu'on a été nourri de la crainte du communisme. La crainte est peut-être justifiée, des massacres sont malheureusement à redouter. Les populations sud-vietnamiennes, dit-on, votent contre le communisme avec leurs pieds. Peut-être. Mais il faudrait aussi expliquer pourquoi les soldats de Thieu capitulent sans combat, tandis que ceux du camp adverse font preuve d'un tel dynamisme.

Quelle autre issue pouvait-on escompter ? Dans le tiers monde, en Asie, en Afrique, il n'y a pas de traditions démocratiques semblables à celles de l'Europe. On sort d'une dictature réactionnaire pour tomber dans une autre. Et les modèles que l'on trouve sur la terre, celui de l'URSS, celui de la Chine, sont eux-mêmes totalitaires. Que donnera, à la longue, la révolution vietnamienne et cambodgienne ? Il est trop tôt pour le dire. Au moment où en URSS la croyance en la doctrine décline, la Chine est appelée à devenir le grand pôle d'attraction. Nous verrons à la longue si la Chine sera capable de dégager sa révolution de l'ornière du stalinisme.

Mais de toute façon, que l'on n'ose pas prétendre que la défaite du Sud-Vietnam est celle de la démocratie. Il n'y en a jamais eu là-bas, pas plus au Sud qu'au Nord. Et quel que soit l'avenir, il y a au moins une chose qui peut nous donner de l'espoir : la fin prochaine d'une guerre qui ravage ce pays depuis un quart de siècle.

Jacques GALLIENNE.

PIERRE KROPOTKINE, le prince anarchiste (1)

Des écrivains français ont popularisé cette révolte foncièrement russe sous le titre de *nihilisme.* Confusion qu'ils commirent de bonne foi, victimes d'une falsification voulue délibérément et habilement par la police tzariste. En réalité le « *nihilisme* » — (le terme de nihiliste fut employé pour la première fois dans le roman de Tourguenev : *Père et fils*) — exprimait les tendances d'un groupe qui, né avant 1870, n'eut guère d'influence politique directe. C'était surtout la révolte contre la religion, la famille, les préjugés sociaux, contre le despotisme moral — contre toute obligation imposée à l'individu, même contre les solutions révolutionnaires proposées en Europe occidentale. Un absolutisme dans la négation qui pourrait s'apparenter à celui des jeunes « outlaws » d'aujourd'hui, hirsutes et provocants... mais chez les nihilistes russes, la grande liberté dans la conduite s'accordait avec une grande austérité dans les mœurs. Les jeunes femmes fumaient le cigare, pour scandaliser les aristocrates et les bourgeois, mais ne pratiquaient pas la liberté sexuelle.

C'est un tout autre mouvement qui, après 1870, entraîna une fraction importante de la jeunesse — issue des classes les plus honorées et les plus riches — dans l'opposition au tzarisme, justifiée par les espoirs que le tzar « libéral » (?) Alexandre II avait levés, puis cyniquement bafoués... Le soulèvement de la Pologne et sa répression sauvage, l'épopée de la Commune de Paris entretenaient la légende de la Révolution salvatrice. Les nihilistes s'étaient qualifiés par la recherche de *la liberté* et *du bonheur individuels* à tout prix. Les narodniks (de *Narodnaïa Volia : la Volonté du Peuple*) voulaient le *bonheur des autres,* en acceptant pour eux les sacrifices volontaires les plus édifiants. Ce fut l'origine de la fameuse *intelligenizia* (sait-on qu'en France, le terme d'intellectuel ne fut employé que par référence à cet exemple russe ?) composée de héros et d'héroïnes *qui ne conjuguaient pas le verbe aller au peuple,* comme les conférenciers de nos vieilles universités populaires, — *qui allaient au peuple pour se mêler intimement à lui.* Comme propagandistes ? Sans doute, et on en compta plusieurs milliers, mais leur propagande n'était pas marchandise importée, distribuée hâtivement, lors d'un bref passage. Les jeunes hommes travaillaient, dans les campagnes, comme artisans, cultivateurs, aubergistes. Les jeunes filles y exerçaient les métiers de médecins, de sages-femmes, d'institutrices. Profitant de bourses d'études, ils allèrent se former dans un foyer de Zurich, d'où un ukase impérial les rappela. C'est alors que leur apostolat atteignit les plus hauts sommets. En allant vers le peuple, ils abandonnaient leur richesses et rompaient définitivement avec leurs familles.

Leur propagande, leur enseignement ne furent pas immédiatement efficaces. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que ce sont les persécutions qui ont provoqué *le terrorisme,* de même qu'en Occident *la propagande par le fait* répondit à l'interdiction formelle ou hypocrite de la libre communication des idées par la parole et l'écrit. Terrorisme, dont la légitimité morale était conditionnée par une double fin de sanction et de prévention. On exécutait, *après jugement,* le gouverneur responsable d'exactions frappant des révolutionnaires — ou le grand duc investi d'un pouvoir discrétionnaire pour réprimer l'agitation et l'action révolutionnaires. C'est dans cet esprit que l'on prépara en 1873, contre Alexandre II, deux attentats : un échec et un succès. Leroy-Beaulieu, qu'on ne pouvait suspecter d'idées subversives, écrivait à la fin du XIX[e] siècle que « *la répression tzariste avait transformé les agneaux en loups dévorants* ».

Les historiens officiels ont tendance à amenuiser les effets de ce mouvement. Une comptabilité trop rigoureuse n'est guère valable en ce domaine de l'impondérable. Aux jeunes narodniks *exerçant une profession pour se mêler au peuple,* les instructions de Lénine substituèrent les bolcheviks *sortant du peuple pour exercer la profession de révolutionnaires,* qui obtinrent des résultats beaucoup plus spectaculaires. Mais le terrain d'opérations n'était plus vierge. Dans les campagnes, l'influence des narodniks persista à travers les socialistes révolutionnaires et leur héritage a peut-être survécu aux tragiques liquidations de la « collectivisation » stalinienne.

Pierre Kropotkine appartenait à cette admirable phalange. Et c'est leur esprit qu'il porta dans sa propagande et son œuvre.

UNE ŒUVRE INACTUELLE, UTOPIQUE, CHIMERIQUE ? ?

De celle-ci les titres connus : *Paroles d'un révolté - La conquête du Pain - l'Entr'aide - Champs, usines et ateliers - la Grande Révolution française - Idées et réalités dans la littérature russe - la Morale anarchiste* (dont ne fut publiée qu'une partie) ... ne donnent qu'une faible idée de l'immense production littéraire de Pierre Kropotkine, dispersée dans de nombreuses brochures, dans ses articles de *Freedom,* du *Révolté,* de *la Révolte,* des *Temps Nouveaux,* de presque toutes les publications libertaires de son époque — sans parler de ses études scientifiques, parues souvent dans des revues officielles. Certains de ses ouvrages ne sont d'ailleurs que des recueils d'articles.

Nous ne dissimulons pas que ceux-ci peuvent décevoir ceux qui subissent la réalité contemporaine et susciter l'ironie de ceux qui se complaisent aux cogitations doctrinales. Nous pouvons cependant y prendre des leçons de style. La simplicité de Pierre Kropotkine n'était pas naturelle... elle exigeait un effort persévérant pour rendre ses idées accessibles au plus grand nombre. « *Aller au peuple* » pour lui n'était pas formule vaine.

On peut éclairer tout ce qui dans cette œuvre nous paraît aujourd'hui archaïque. Partageant les illusions de tous les révolutionnaires, marxistes et anarchistes, Kropotkine croyait proche la Révolution sociale. Le féodalisme tzariste se présentait comme un répugnant anachronisme. Les crises capitalistes semblaient démontrer la fragilité du système. Illusion qui survit et qui explique peut-être l'impatience des jeunes, et la prévoyance de politiques et d'intellectuels flattant déjà ceux qu'ils jugent — assez légèrement — comme les vainqueurs de demain.

Mais la haine pour l'oppression et l'exploitation déterminait chez ce savant révolutionnaire une opposition systématique à tout ce que le système portait en lui... aussi bien la division du travail, que la spécialisation des nations industrielles... ou en voie d'industrialisation. Qu'il ait jugé le régime politique, simple expression du système économique. Qu'il ait préféré explicitement à *la duperie du suffrage universel, l'efficacité de l'action directe.* Qu'il ait condamné le « *touche à tout* » *législatif et bureaucratique* (au gré des réussites étatistes, ces députés et ces fonctionnaires parlent successivement en médecins, négociants, astronomes, balayeurs, etc...). Qu'il ait conçu une *société basée sur la compétence, la responsabilité, l'agrément volontaire, la libre constitution des groupes de travail et d'étude...* C'est sans doute l'antithèse de tout ce qui existait et existe encore... Est-ce utopique ou anticipation ? Kropotkine fut peut-être le premier à formuler *un communisme libertaire... où la propriété les moyens de production serait attribuée à de libres associations de communes ou d'unités ouvrières et paysannes...* fédérées selon une hiérarchie des besoins et des activités. Il a repris la vieille formule socialiste : *de chacun selon ses capacités, à chacun*

(1) Voir la « R.P. » de mars 1975.

selon ses besoins. Voilà qui peut exciter les sarcasmes méprisants de ceux qui confondent la Révolution avec la prise du Pouvoir politique et l'omnipotence d'une bureaucratie totalitaire.

En se référant aux expériences réalisées en U.R.S.S., dans les démocraties dites populaires, en Chine, en Albanie, à Cuba,... au sein du « socialisme » (?!) arabe... on éprouve, en relisant Kropotkine, un sentiment d'amertume presque désespérante. Un rédacteur habituel de la R.P. ne manquera pas de répéter que « *Hagnauer n'est plus révolutionnaire* » puisqu'il préfère les rêves d'autrefois aux souveraines nécessités d'aujourd'hui. Je ne rêve pas. Je ne ruse pas. Je veux affirmer encore que je ne vois rien dans ce que l'on nous présente comme nécessités révolutionnaires qui n'outrage tout ce que nous avions conçu et voulu. Si l'on me démontre que la Révolution ce n'est que cela... : les vingt-cinq ans de monstruosité stalinienne, les purges et les « miracles successifs » et contradictoires du maoïsme, le castrisme omnipotent et grandiloquent, la féroce dictature du Premier albanais, l'exploitation par les politiciens arabes d'une misère palestinienne savamment entretenue... les victoires purement *militaires* de Sihanouk et du Vietcong... alors en effet, je ne suis plus révolutionnaire et c'est avec la mélancolie de l'absurde... que je relirai, pendant les quelques temps qui me restent... les écrits de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Pelloutier*, de *Monatte*...

NECESSITES REVOLUTIONNAIRES

Mais Kropotkine admettait ces fameuses nécessités révolutionnaires. S'il n'a jamais consenti au terrorisme d'un cœur léger... comme certains ne nos contradicteurs, il s'est toujours solidarisé avec les auteurs des attentats anarchistes et révolutionnaires. Il a justifié la violence comme l'effet direct des injustices et des violences que la Société porte en elle. Il le disait, dans une conférence qui ne put être entendue à Paris en 1896, mais dont le texte publié cette même année fut heureusement réédité par *Publico* en 1972.

« *Les idées nouvelles ont provoqué une multitude d'actes de révolte, dans tous les pays, sous tous les aspects possibles : la révolte individuelle d'abord, contre le Capital et l'Etat, puis la révolte collective : la grève et l'insurrection ouvrière.*

Il serait incorrect d'attribuer à l'Anarchie le monopole des actes de révolte. La grève qui était jadis une guerre des bras croisés devient aujourd'hui très facilement une révolte et elle prend parfois aux Etats-Unis, en Belgique, en Andalousie, les proportions d'une vaste insurrection.

D'autre part l'acte de révolte individuelle prend tous les caractères et tous les partis avancés y contribuent. Nous voyons passer devant nous la jeune révoltée socialiste tout court. Vera Zassoulitch tirant sur un satrape d'Alexandre II ; le social-démocrate Hœdel et le républicain Nobiling tirant sur l'empereur d'Allemagne ; l'ouvrier tonnelier Otero tirant sur le roi d'Espagne et le mazzinien religieux Passanante allant frapper le roi d'Italie.

Nous voyons les meurtres agraires en Irlande et les explosions à Londres organisés par des nationalistes irlandais qui ont le Socialisme et l'Anarchie en horreur. Nous voyons toute une génération de la jeunesse russe — socialistes, constitutionnalistes et jacobins — déclarer la guerre à outrance à Alexandre II et payer cette révolte contre le régime absolu par trente-cinq potences et par des fournées d'exilés. »

Et Kropotkine constate que pendant ce temps, « *les massacres en gros et en détail, organisés par les gouvernements, suivent leur train régulier : massacre de trente-cinq mille Parisiens après la Commune, massacre des Indiens du Canada, des Matabélès, bombardement d'Alexandrie, sans parler des boucheries auxquelles on donne le nom de guerres à Madagascar et ailleurs* ». Avec un fort coefficient de majoration, on pourrait, en changeant les noms de personnes, de peuples et de lieux, actualiser cet éloquent réquisitoire.

Kropotkine, cependant, n'avait pas la sérénité de certains intellectuels d'aujourd'hui : « *Les têtes promenées au bout des piques nous répugnent. Mais les gibets et les cages de fer de l'Ancien régime étaient la cause de cette promenade sanglante* ». Il espérait que les massacres et les exactions ne laisseraient pas dans le peuple un grand fond de férocité.

« *Espérons que tout cela n'a pas rongé le cœur de la nation. Espérons-le, aidons-y. Mais si nos espérances sont déçues, vous, jeunes socialistes, tournerez-vous le dos au peuple révolté, parce que la férocité des puissants du jour aura laissé ses traces dans l'esprit populaire ? Parce que la boue d'en-haut aura semé au loin ses éclaboussures ?* »

La férocité des puissants du jour ? Hélas, celle que les peuples subissent aujourd'hui s'exerce souvent sous les plis des drapeaux de la Libération, de la Révolution et du Socialisme.

KROPOTKINE ET LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Kropotkine ne pouvait ignorer le syndicalisme révolutionnaire, sur lequel ses deux grands amis : *Malatesta* et *James Guillaume* professaient des opinions quelque peu divergentes. Au congrès anarchiste de 1907, celui-là s'opposait au syndicalisme révolutionnaire de *Monatte* au nom du finalisme anarchiste. Celui-ci, au contraire, collaborateur de la *Vie Ouvrière* (fondée par Monatte en 1909) voyait dans le syndicalisme révolutionnaire de *Pelloutier*, la suite logique des thèses de *Proudhon* et de *Bakounine*, l'héritier légitime de la Première Internationale et de la Fédération jurassienne (née de la rupture avec les marxistes).

Kropotkine affirmait que « *le socialisme moderne est sorti des profondeurs mêmes du peuple. Les penseurs, les écrivains n'ont pu que prêter leur concours à un travail d'élaboration, en formulant des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers* ». Il insistait souvent sur « *le produit de l'esprit collectif du peuple travailleur, sur l'influence directe des masses* ». Et ce n'étaient pas chez lui simples formules d'agitation et de propagande. Il a nettement formulé son adhésion au syndicalisme révolutionnaire tel que le représentait la C.G.T. après l'historique congrès d'Amiens (en 1906).

Roger HAGNAUER.

(*A suivre*)

P.S. — Je voudrais ajouter une note explicative à la première partie de mon étude sur Kropotkine.

Tchernichewsky, économiste et sociologue. qui en exil, rencontra sans doute Marx et Proudhon, avait, semble-t-il, exercé une grande influence sur le jeune *Lénine*.

Quant à *Alexandre Herzen*, il joua un rôle éminent dans la formation de la jeunesse russe antitzariste. Proscrit de Russie en 1847, fondateur en 1857 de *La Cloche*, revue qui circula dons tout l'Occident, il était considéré par tous les libéraux d'Occident et de Russie, comme un pionnier et un précurseur.

Ma mauvaise écriture explique aussi certains « mastics » : page 13, 2e colonne, 2e paragraphe : c'est évidemment en 1872 (et non en 1972) que Kropotkine rencontra des marxistes à Genève.

Page 14, 1re colonne, 7e ligne, lire : « gagna *aussi* (et non ainsi) *l'estime*... etc...

Enfin, même page et même colonne, il faut préciser que Domela Nieuwenhuis fut au sein de l'Internationale Socialiste, le leader de l'opposition *antiparlementaire*, exclue de la Deuxième Internationale au Congrès de 1892.

N.D.L.R. — D'autre part, il convient de lire Enrico et non *Charles* Malatesta ; Franz et non *Frank* Mehring ; Brupbacher et non *Bruchbaker ;* G. Lefrançais et non *Lefrançois ;* Tortelier et non *Le Tortellier ;* Lugano et non *Rapallo.*

INFORMATIONS SYNDICALES

LA C.F.D.T. : POUR UNE OFFENSIVE SYNDICALE

Interrogé par « Syndicalisme Hebdo », l'hebdomadaire de la C.F.D.T., E. Maire s'est prononcé pour une « action syndicale offensive, sur des revendications accessibles » : pour lui « il est possible de lutter contre les licenciements, le chômage, l'intensification du travail, pour la progression du pouvoir d'achat et la réduction de la durée du travail ». Les luttes en cours ont montré, a déclaré E. Maire la volonté des travailleurs de progresser sur ces questions dans le contexte actuel. Concernant la lutte en cours chez Renault, le secrétaire général de la C.F.D.T. a constaté « une volonté du gouvernement de transformer une lutte syndicale en un affrontement politique direct », l'exagération de l'intervention du P.C. ayant pour but de « minimiser et de dévaloriser le rôle des syndicats ». Maire a également précisé que la C.F.D.T. « n'accepterait pas qu'un parti politique, quel qu'il soit, intervienne directement dans la conduite de la lutte syndicale ».

FORCE OUVRIERE ET LE CONFLIT RENAULT

Face à la dégradation de la situation dont la Direction porte une large responsabilité, les syndicats Force Ouvrière des usines Renault entendent faire connaître clairement leur position.

Si Force Ouvrière n'est pas majoritaire dans les établissements de la Régie, si les syndicats F.O. ne peuvent faire prévaloir leur point de vue, au moins, ont-ils le devoir de dire ce qu'ils pensent.

C'est pourquoi les syndicats Force Ouvrière n'entendent, ni de près ni de loin, s'engager dans des agitations incohérentes. Ils assumeront clairement leur responsabilité en informant loyalement le personnel de l'entreprise.

Les syndicats Force Ouvrière ont conscience que la grève n'est pas un jeu. Elle est un acte grave dont il faut user avec clairvoyance et discernement.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL : POURQUOI C.G.T. ET C.F.D.T. N'ONT PAS SIGNE

Les discussions paritaires sur les conditions de travail, engagées depuis deux ans, se sont achevées le 10 mars. F.O. a signé l'accord cadre proposé par le C.N.P.F. (la C.F.T.C. et la C.G.C. s'étant réservées). La C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé de signer car elles considèrent qu'aucun cadre suffisamment précis n'a été tracé : l'accord n'énumère qu'une série de principes renvoyant à des discussions dans les branches professionnelles. La C.F.D.T. demandait en particulier un renforcement du droit d'expression (parallèle à un renforcement du droit syndical) et une protection réelle contre les mesures disciplinaires, la réduction du temps du travail et non le seul aménagement des horaires, une amélioration de la sécurité, la suppression du travail au rendement, une stricte réglementation du travail posté, etc.

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Neuf morts sur le chantier de l'autoroute du Perthus, un mort à Fos, un mort dans les mines, etc. Les accidents du travail se multiplient ces derniers jours. La Fédération C.F.D.T. de la construction -bois « dénonce cette forme de violence, autrement plus dangereuse que celle des bals du samedi soir. Elle met en cause le patronat, qui ne pense qu'à accroître ses profits, et constate que ce ne sont pas des rapports sibyllins sur la réforme de l'entreprise ou la nomination à grand tapage d'un M. Sécurité qui résoudront le problème, alors que le patronat et les pouvoirs publics refusent tout véritable dialogue avec les organisations syndicales en matière de sécurité ».

LA FEDERATION F.O. DES TEXTILES CHEZ Mme Fr. GIROUD

Une délégation de la Fédération F.O. des Textiles, conduite par Paulette Hofman, secrétaire confédérale, a été reçue le 26 mars 1975 par Mme Françoise Giroud, Secrétaire d'Etat à la condition féminine. Elle lui a fait part des situations réelles et souvent dramatiques auxquelles sont confrontées les femmes dans l'ensemble des industries textiles. Elle a insisté pour que le gouvernement prenne, pour ces industries, des mesures de relance économique, et, qu'avec le patronat il suscite des initiatives susceptibles de garantir l'emploi et les ressources indispensables aux travailleuses.

LE CHOMAGE ET LES 90 % DU SALAIRE...

Le gouvernement et le patronat n'en finissent pas de dire que la France est à l'avant-garde en matière d'indemnisation du chômage. La réalité est très différente. L'accord C.N.P.F.-Syndicats du 14 octobre 1974 est entré en application le 2 décembre 1974. En mars, seulement 11.213 chômeurs touchaient cette indemnité d'attente, alors qu'on enregistrait 769.900 demandes d'emploi dans les statistiques officielles. La cause de cette situation est la montée du chômage (les Assedic sont débordées) et l'insuffisance de l'accord lui-même. On estime que même complètement mis en place, le nouveau régime d'indemnisation ne touchera que 40 à 60.000 personnes au maximum. Contrairement à ce qui a été dit très souvent, il ne s'agit pas d'une indemnisation d'un an, mais d'une indemnisation pour des périodes de trois mois renouvelables avec un maximum d'un an. A la fin de chaque trimestre, les dossiers sont réexaminés, et l'attitude des représentants patronaux est très sévère : dans une région Assedic (Limoges) on a vu 56 % des dossiers éliminés à la fin des trois premiers mois.

COMMUNIQUE DE FORCE OUVRIERE

Réunie à Paris, le 27 mars 1975, la Commission Exécutive Confédérale F.O. met l'accent sur les réalités de la situation économique et sociale : poursuite de l'inflation, augmentation alarmante du chômage total et partiel plus particulièrement chez les jeunes.

Cette situation, la plus grave depuis la dernière guerre, requiert l'utilisation rapide de mesures positives pour une relance de l'expansion, mesures assorties d'un dispositif de contrôle renforcé et de réformes de structures.

La Commission Exécutive Confédérale considère que l'attentisme gouvernemental risque de conduire à des développements néfastes pour les conditions de vie et de travail des salariés et de provoquer une explosion sociale lourde de conséquences. A ce sujet, F.O. rappelle ses mises en garde concernant les poursuites, au-delà des limites, du plan de stabilisation de 1963. Dégradation de l'emploi, méfaits de l'inflation.

Concernant la réforme Haby, la Commission Exécutive Confédérale réaffirme sa volonté de soutenir l'action du Comité National d'Action Laïque et considère que, bien qu'elle présente quelques dispositions positives au niveau de la maternelle, de l'enseignement primaire et de l'enseignement technique, cette réforme est, globalement, inacceptable.

La Commission Exécutive Confédérale, très attentive aux évolutions de la situation au Portugal, réaffirme son soutien au combat mené pour l'instauration d'une véritable démocratie garantissant les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Elle souhaite que des élections libres consacrent l'existence de cette démocratie dont l'un des piliers fondamentaux doit être le syndicalisme authentique, que l'actuel projet de loi sur le syndicat unique veut supprimer.

125 millions... Et après ?

La nouvelle marotte, de nos dirigeants, vient de nous être dévoilée : si la République indivisible a des ennuis cela provient de la paresse des hommes à fabriquer des enfants. Mais oui, la France, de nos quarante rois et six républiques, manque de sujets il faut se mettre en chantier et en faire beaucoup. A la fin de la guerre de 18 résonnait le même son de cloche ; il est vrai que la nation venait de subir une ponction magistrale pendant quatre ans. Cependant les glorieux bavards de cette époque ignoraient ce que deviendraient 20 ans après les poupons de la Victoire. Avec une assurance, à la hauteur de leur aveuglement, les Poincaré, Maginot, Foch, Tardieu et autres zozos nationalistes ne pensaient qu'à une démographie montante sans vouloir songer à l'avenir.

En 1975, deuxième année de la décélération, on entend de nouveau les arguments de 1919. La France a besoin d'enfants ; même le président ! en parle, au coin du feu, sûrement sans y croire, mais pour avoir la paix avec son clan de lapinistes.

On voudrait bien comprendre les arrière-pensées de ces propagandistes de la ponte à outrance ? Sont-ils débiles ou complètement aveugles ? Que notre bout d'Europe se compose de 50 ou 60 millions de sujets, quel bénéfice y décèlent-ils ? La croissance, pour la croissance, sans savoir où l'on arrive nous commençons à découvrir les joies qui en découlent. Dans le climat anormal où nous vivons un parlementaire, Michel D. a même déclaré que le pays serait plus heureux s'il était peuplé de 125 millions d'habitants ! Quelle joie nous aurions de rouler dans une telle densité, et quelle plénitude dans des habitats ultra-collectifs ; sans oublier une belle colonie de 15 à 20 millions de chômeurs. La mégalomanie frise souvent la folie : dans le cas présent je vous laisse le soin de juger. Les arguments des déments de la natalité se basent sur les théories de M. Sauvy, spécialiste distingué, de la pyramide des âges. Selon cette recette plus il y a d'enfants plus les « anciens » sont choyés et heureux. Je dois dire que j'ai vu des endroits où les pyramides feraient pâlir d'envie nos spécialistes hexagonaux. C'était en Asie, j'ai vu des enfants, partout,... et cette profusion d'affamés formait trop souvent des pyramides de squelettes.

Avant de clamer, inconsciemment, qu'il faut faire des petits, il vaut mieux réfléchir à ce qu'ils deviendront. C'est au moment où la planète craque, sous la poussée démographique, que toute l'ingéniosité française consiste à imiter les plus fous. Il y a facilement des moyens d'assurer le 3e âge, mais il faut savoir ce que l'on veut. Vous me comprenez sûrement, messieurs les technocrates, si l'on répartit mieux, la part de chacun, il y en a pour tous. Le pays qui possède le plus large éventail des salaires, aura beaucoup de difficultés pour admettre que les pensions du retraité doivent être mieux réparties. Nous savons ce qui est gaspillé et volé chaque année pour les bienheureux du régime ; il faudra parvenir à changer ces mauvaises habitudes rapidement ; sans cela les bienheureux pourraient peut-être découvrir le purgatoire... sinon l'enfer.

Francis AGRY.

A TRAVERS LES LIVRES

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE

par Jean MAITRON

Tome I. — Des origines à 1914, 485 p.
Tome II. — De 1914 à nos jours, 440 p.
Chaque volume : 45 Fr. Editions Maspéro.

On doit savoir gré à notre ami et collaborateur Jean Maitron, historien du mouvement ouvrier, qui, non content de poursuivre l'immense besogne de recherches, de sélection nécessitées par la parution en cours de son monumental « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français », se consacre conjointement à d'autres travaux non moins utiles dans l'œuvre d'édification sociale qu'il s'est assignée.

On sait que déjà, en 1951, il avait publié, en un copieux volume, une « Histoire du mouvement anarchiste en France de 1880 à 1914 ». Or, depuis des années, il rassemblait documentation et témoignages pour compléter cette histoire jusqu'à nos jours. On voit que c'est maintenant chose faite, et bien faite.

Après avoir parcouru cet important ouvrage de près d'un millier de pages, écrit d'une plume alerte et nullement rebutante, bourré de références, voire d'anecdotes, de documents puisés à des sources inexplorées, on se rend compte de la somme de travail, de prospection et de tri des archives à consulter — sans compter les difficultés d'accès aux dossiers de justice et de police — qu'il a fallu dépenser.

Au fil des pages, Maitron passe à la loupe, avec beaucoup d'érudition sur la question, les différents courants composant le mouvement anarchiste à travers leur évolution. Soulignant l'importante contribution des anarchistes à l'essor du syndicalisme, après la période de la « propagande par le fait » des attentats, et leur influence dans le mouvement ouvrier, il est amené à constater l'actuelle régression de l'audience anarchiste, ce qui est incontestable si l'on en juge, non seulement par leur appauvrissement en militants, mais aussi par la réduction de leurs moyens d'expression : périodiques, livres, brochures, etc.

Cette régression ne leur est d'ailleurs pas particulière. On peut, en effet, considérer que parmi les causes de l'affaiblissement général du mouvement ouvrier, et particulièrement des groupements d'extrême gauche, le mirage de l'Est — entretenu par les énormes moyens d'intoxication dont disposent ses laudateurs — et les divisions qu'il a provoquées, de même que l'embourgeoisement ouvrier en sont des facteurs non négligeables.

Cela dit, je ne voudrais pas chicaner outre mesure l'ami Maitron pour qui je conserve une grande estime et à qui je suis prêt à rendre hommage pour la valeur de son travail. Mais je n'ai pu m'empêcher de remarquer que dans le chapitre où il traite des rapports du marxisme et de l'anarchisme, le partisan a dominé chez l'historien, soit par le choix des citations et leur interprétation, soit par l'absence de textes valables de la réfutation anarchiste sur les problèmes de l'Etat et de la dictature dite du prolétariat. Ce qui peut, en conséquence, pousser le jugement du lecteur non averti qu'on doit alors renvoyer à d'autres ouvrages, ceux de Daniel Guérin, Jean Barrué, Ernestan, G. Leval, etc., qui les ont mis en évidence en montrant les aspects positifs de l'argumentation de Bakounine à cet égard quand il opposait ses conceptions fédéralistes à celles de Marx.

Guérin ne soulignait-il pas lui-même, à juste titre, dans son livre « Jeunesse du socialisme libertaire » que Bakounine avait eu la « prescience du bolchevisme » en dénonçant les « socialistes doctrinaires, zélés champions de l'Etat, plaçant le peuple dans de nouveaux harnais ».

Bref, sans vouloir m'engager plus avant dans la polémique — d'autant que sur ce point le débat, reste ouvert — je me dois d'ajouter que, dans la révolution russe dont ils furent les acteurs, les anarchistes Voline,

Archinoff, Makhno ont montré par des faits vécus, et relatés par eux, la nocivité du centralisme étatique qui devait aboutir à l'enfer stalinien et ses séquelles.

Tous éléments qui, à mon sens, valaient de prendre place dans un livre consacré à l'anarchisme.

Je souhaite qu'on ne voie dans ces quelques remarques qu'une critique amicale dictée par le souci de l'équité, chacun pouvant en juger à la lecture de l'ouvrage par ailleurs très attachant et qu'on ne saurait trop recommander — si ses moyens le lui permettent, eu égard à son prix élevé — à quiconque veut être informé sur le mouvement social.

D'autant qu'il s'y ajoute une bibliographie considérable et pleine d'intérêt de tout ce qui a été publié par le mouvement anarchiste de 1880 à 1972.

Il reste de cette large et rigoureuse analyse que, tout en constatant que l'esprit de révolte soit pour autant libertaire, ce en quoi nous tomberons d'accord, Maitron reconnaît qu'il est « la permanente manifestation de tout esprit libre ».

Il conclut enfin : « L'avenir dira, si l'anarchisme, idéologie parmi d'autres, qui sut, parfois, mieux que d'autres, traduire cet esprit de révolte, fut, de nos jours, la plus apte à la comprendre et à l'exprimer ».

Puisse-t-il en être ainsi. — **N. FAUCIER.**

CEUX QUI S'EN VONT

E. ALLOT

Un grand ami de la R.P., un courageux militant syndicaliste nous a quittés le 8 mars dernier : *Well ALLOT*. C'est le cœur gros que je salue dans notre Revue la mémoire de celui qui s'est tant dévoué pour notre idéal et qui était pour moi un frère.

Né en 1893 à Concarneau dans une famille de marins-pêcheurs, Allot est resté très attaché au milieu marin de sa cité natale où, avant même d'entrer à l'école normale de Quimper, il était acquis au socialisme. Aussi, dès sa sortie, nous rejoint-il à *l'Emancipatrice*, celle qui, des quatre amicales existantes (?), était la plus évoluée et qui comptait dans sa direction plusieurs *syndiqués isolés.*

Nous avions devant nous un énorme travail à faire : imposer le respect de notre dignité à tous nos chefs, souvent même à nos collègues directeurs ; nous élever contre le favoritisme qui sévissait dans la corporation, aggravé par l'intervention des hommes politiques dans les mutations ; nous dresser contre l'enseignement de la haine dans les écoles ; dénoncer le scandale inouï des classes chargées. (En 1909, l'Inspecteur d'Académie signale qu'il y avait dans le Finistère 150 classes dont le nombre d'élèves variait de 70 à 150 ! Plus fort, dans une école de hameau, deux classes avec chacune 150 élèves ! !)

C'est dans cette période, qu'Allot a fait preuve de solides qualités de militant. Travailleur acharné, à la fois très réfléchi et très énergique, il est d'une franchise totale avec ses camarades amicalistes à qui il conseille de rejoindre le Syndicat, créé il y a deux ans.

Celui-ci fait déjà corps avec la classe ouvrière et Allot y trouve un terrain d'action plus étendu. Mais, déjà les sanctions pleuvent sur les militants de la jeune organisation : blâmes, censures, perquisitions. Allot est déplacé d'office. La dissolution du Syndicat est prononcée en correctionnelle. Une Section Syndicale le remplace et la lutte continue. Notre propagande ardente nous attire beaucoup d'adhérents. Notre participation très active à la vie de la Fédération de l'Enseignement nous vaut, au Congrès de Brest en 1923, de nous voir confier le Bureau fédéral dans lequel Allot était Secrétaire-adjoint.

Au cours de notre mandat, nous invitons les Syndicats dissous à reprendre leur ancien titre. Action directe bien réussie.

Nous poursuivons en même temps notre besogne locale. Pour briser la violente offensive cléricale contre notre école, des centaines de réunions publiques et contradictoires furent tenues à travers le département. Pour combattre le chauvinisme, les syndiqués s'opposèrent à l'inauguration du monument aux morts de l'Ecole normale de Quimper, prévue avec un programme qui heurtait nos consciences pacifistes. Notre campagne contre la guerre du Maroc (1925) secoua l'opinion publique, tout comme le magnifique mouvement des Normaliens de Quimper (1929).

L'ami Allot était toujours au premier rang dans ces batailles, soutenu par un nombre d'adhérents de plus en plus élevé et intimement liés à la classe ouvrière qui faisait appel à notre syndicat pour toutes ses manifestations et grèves.

L'un des premiers syndicats de l'enseignement à se ranger du côté de la Révolution russe, le syndicat du Finistère s'est opposé énergiquement et pendant des années à la subordination du syndicalisme au P.C. Adversaire du syndicalisme de secte, il a quitté la C.G.T.U., avec la presque totalité de ses 615 membres (le cinquième de la Fédération), quand celle-ci a déclaré, en 1931 : « C.G.T. unique, C.G.T. de trahison ! ».

Toujours animé du même esprit de lutte, le Syndicat participe en force à la bataille des traitements, à la grève des Certificats d'études, à la grève de 1938 contre la guerre...

Fervent lecteur de la « *Vie Ouvrière* », notre cher Allot, déjà l'ami des militants du Noyau qui créa la R.P., devient un fidèle collaborateur de cette revue. Dès le n° 1 (janvier 1925), il donne une remarquable monographie de la « *grève des sardinières de Douarnenez* ». En juillet 1927 (n° 38), c'est le « *Conflit de Penmarch* » suivi de la « *Grève générale des pêcheurs bretons* » (n° 39). Citons encore son étude sur « les thoniers bretons » (n° 59)... Et soulignons, pour terminer, les très judicieuses remarques constructives qu'il a faites à la suite de tous ces mouvements.

Mais la réaction veillait. Quand Vichy fit pleuvoir sur le Syndicat du Finistère révocations et déplacements d'office, notre ami Allot fut, une nouvelle fois, chassé de Concarneau.

Celui qui a tenu une large place chez les enseignants comme dans le monde ouvrier finistérien, pendant une trentaine d'année, n'est plus.

Cher Well, adieu ! Ton souvenir de grand militant restera gravé dans mon cœur. — *Jean CORNEC (Daoulas).*

GEORGETTE RYNER

Je veux dire aux camarades de la **Révolution prolétarienne** la qualité de celle qui vient de disparaître. Georgette Ryner était la fille de Han Ryner. Elle était née, voici 80 ans, à Nogent-le-Rotrou, où, pour l'état-civil Henri Ner était alors professeur. Elle s'est endormie sans se réveiller à l'hôpital de Montfermeil où elle termina une série de graves épreuves le 24 mars 1975.

Enseignante, elle fit tout naturellemnt partie du syndicat de sa catégorie. Elle avait préparé et passé les concours du professorat des E.N. et E.P.S., après avoir commencé à apprendre son métier dans plusieurs établissements privés, les derniers, laïques. Elle a laissé un sillage de lumière à Beauvais, puis à Courbevoie et à Pantin. Elle réunissait l'amitié des collègues et l'affection des élèves. Ferme et décidée, elle fut inspirée par les conceptions anti-autoritaires de son père. Elle visait à développer la personnalité des enfants sans leur imposer un système, éveillant les intelligences, donnant l'amour et la compréhension de la belle littérature et des nobles idées. D'anciens élèves, devenus des amis, m'ont écrit combien son rayonnement leur avait été enrichisseur. Ils se confiaient et ils l'aimaient.

Sa vocation profonde était celle d'une éducatrice — pourrais-je dire plutôt, comme le proposait Han Ryner, d'une **in**-ducatrice qui menait les êtres à eux-mêmes. L'amour de l'enfance l'habitait : ses enfants, la nièce qu'elle éleva, ses petits-enfants étaient sa joie, et elle

ne rêvait que de leur apporter la joie. Lorsqu'elle prit sa retraite, elle s'engagea pour une saison en Algérie devenue indépendante, dans l'entreprise « Terre des Hommes », pour l'instruction des petits, mais aussi leur soutien matériel. Là encore, elle débordait la tâche et se faisait aimer.

Intéressée aux tentatives d'éducation nouvelle, elle étudia, et critiqua, la méthode Montessori, la méthode Freinet. Nous abonnâmes nos fils aux publications Freinet. Georgette Ryner, non seulement se passionna, mais amena des amis vers l'expérience de la **Maison des Enfants** que dirigea avec son équipe Yvonne Hagnauer. On la retrouvait à toutes les fêtes et manifestations où nous admirions cette exceptionnelle réalisation où l'attrait profond est conducteur du développement par le travail libre, le principe, pourrais-je dire, de l'enthousiasme, la création en commun. Partout où elle le pouvait, elle utilisait ces données, pionnière de cette humanité meilleure qu'elle voulait ardemment.

Généreuse et bonne, elle fut dressée toujours contre les injustices. Naturellement inscrite contre la peine de mort, elle ne pouvait souffrir la brutalité dans les relations humaines. La guerre lui faisait horreur. Autant qu'elle le pouvait, elle participait aux manifestations et meetings contre les expériences inhumaines, la torture, l'oppression, clamant son indignation contre les projets de mobilisation militaire des femmes. Avec énergie, elle revendiquait l'esprit et la pratique de la paix.

On trouve d'elle une activité de journaliste dans divers organes indépendants. Ainsi, au **Semeur de Normandie** qui, avec Alphonse Barbé défendait voici 50 ans le refus de tuer et l'objection de conscience. Elle tint la critique littéraire à l'**En-Dehors** d'E. Armand. Sa culture toujours enrichie, sa connaissance de la littérature universelle, son goût, son sens critique la portaient. Sa formation intellectuelle avait reçu la contribution de son père. Mais son caractère propre avait développé une individualité précise et distincte. Féminine, elle voulait que soit reconnue la part de la femme dans la vie sociale. Etant en maison hospitalière au moment des élections présidentielles, elle avait demandé le bulletin en faveur d'Arlette Laguiller. Elle était pleinement opposée aux coupures nationalistes des frontières.

Sans adhérer à un quelconque parti, elle ne s'isolait point du mouvement politique. Esprit libre, toujours hérissé devant les empiétements autoritaires, elle restait douceur et tendresse.

Je dois signaler son œuvre littéraire, peu abondante, mais soignée et émouvante : voici 50 ans, un recueil harmonieux de poèmes en prose : **Dans la Ronde éternelle.** La hantise de la mort s'y souligne, en même temps que l'appel de l'enfance, les rêves futurs qu'elle imagine à ce propos. Il faut lire surtout un précieux petit volume : **L'Adolescente passionnée** paru voici peu d'années à « l'Amitié par le Livre ». Dans un style simple et prenant, il évoque avec discrétion un être cher disparu. On y voit l'auteur aussi dans sa sensibilité, comme dans son inclination de gaité juvénile.

Ce n'est pas en quelques pages que je puis retracer une amitié et une communion d'un demi-siècle. Délicate, un peu farouche, elle ne se mettait pas en avant. Elle recherchait souvent la solitude où l'on se trouve, où l'on peut rêver, éprise des bains de nature. Elle marqua d'une influence profonde ceux qui l'approchèrent. Personnalité complète, équilibrée, Georgette Ryner mérite d'être connue au-delà du petit cercle, où on l'aimait. —

Louis SIMON

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.
Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris

ENTRE NOUS

Après la fête, le travail recommence et, avec lui, reviennent toutes les difficultés un moment oubliées.

La fête pour nous, ce fut la rencontre et le repas en commun du cinquantenaire. Nos problèmes actuels y furent à peine évoqués, tant nous étions pris par les souvenirs et par la fraternité du moment.

Ils nous reviennent maintenant aussi aigus et lancinants. Il y a d'abord celui de notre équipe rédactionnelle, celui des anciens que l'âge et la fatigue atteignent alors que nous étions habitués à penser qu'ils y échappaient ; celui des jeunes amis déjà attachés à « la R.P. », mais dont l'activité dans l'équipe est diminuée par les préoccupations et obligations de la jeunesse.

Nous trouvons encore dans ce numéro une courte note dictée par notre ami Louzon. Elle nous redonne un peu l'espoir de relire bientôt ses « Notes d'économie et de politique » si estimées de nos lecteurs.

Le camarade Ferdinand Charbit, vieux militant syndicaliste, bien connu des combattants ouvriers de sa génération, doit laisser la responsabilité de la « cuisine » et de la « direction ». Il y a longtemps qu'il s'y était donné. « La R.P. » ne le perd pas ; son remplacement est surtout formel ; il aura sans doute plus de temps pour exprimer une opinion personnelle, souvent hétérodoxe.

Nos amis lecteurs ont manifesté plusieurs fois leur désir et leur volonté de maintenir « la R.P. ». Ils l'ont fait à chaque fois que nous sonnions l'alarme. Ils l'ont fait encore à l'occasion de cette célébration fraternelle du cinquantenaire. Mais ils n'ont pas le droit de se reposer sur l'équipe de rédaction et d'administration, sur « le noyau ». Leur participation, leurs articles, leurs lettres de critique ou d'approbation (surtout les premières) sont absolument nécessaires à la survie d'une « R.P. » que les difficultés matérielles assaillent.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MARS 1975

RECETTES		
Abonnements ordinaires	575,00	
Abonnements de soutien	750,00	1.325,00
Souscription		688,00
Cte U.D.S.		30,00
Participation repas		1.875,00
Total des Recettes		3.918,00
En caisse 1-3-75		11.300,16
		15.218,16
DEPENSES		
Facture restaurant repas		2.700,00
Frais déplacements Mars		132,00
Téléphone		119,70
Total des Dépenses		2.951,70
En caisse 31-3-75		12.266,46
		15.218,16
REPAS Total des recettes	4.610,40	
Facture restaurant	3.700,00	
Reliquat	910,40	

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Guégain (92), 60 ; Bailot (61), 65 ; Mormiche (79), 60 ; Jardin (12), 60 ; Ricard (12), 60 ; Cornec (29), 75 ; Sentenac (06) ; 50 ; Duval (75), 100 ; Gassiès (40), 80 ; Benda (21), 60 ; Dreux (06), 80 — Total : 750.

Rappel : Bettendrofer (93), 100.

SOUSCRIPTION

Faucier (60), 100 ; Perrière (75), 50 ; Conchandron (44), 100 ; Gérodolle (33), 100 ; Seguela (11), 20 ; Navel (92), 35; Boissel (07), 20 ; Mme Nicaise (78), 95 ; Pecunier (75), 35 ; Marquis (75), 30 ; Nantas (75), 10 ; Argence (69), 35 ; Perrier (69), 50 ; Duperray (42), 8. — Total : 688.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.